



RAPPORT DU DEUXIÈME TRIMESTRE EXERCICE 2016

Pour les trois mois et six mois terminés le 30 septembre 2015

TABLE DES MATIÈRES

Aperçu	3	Situation de trésorerie et ressources en capital pour les trimestres clos les 30 septembre 2015 et 2014	12
Principaux indicateurs de rendement	3	Situation financière consolidée au 30 septembre 2015 et au 31 mars 2015	14
Faits saillants des résultats financiers et des activités	4	Résultats financiers pour les semestres clos les 30 septembre 2015 et 2014	15
Principales informations financières consolidées	5	Situation de trésorerie et ressources en capital pour les semestres clos les 30 septembre 2015 et 2014	18
Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS	6	États financiers consolidés intermédiaires résumés non audités	21
Résultats financiers pour les trimestres clos les 30 septembre 2015 et 2014	7		

MODE DE PRÉSENTATION ET INFORMATION PROSPECTIVE

Le présent document comprend le rapport financier trimestriel et le rapport de gestion faisant état des résultats d'exploitation et de la situation financière de Groupe Stingray Digital Inc. (« Stingray » ou la « société »); il doit être lu parallèlement aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société et aux notes y afférentes portant sur les trimestres clos les 30 septembre 2015 et 2014 ainsi qu'aux derniers états financiers consolidés audités et au rapport de gestion présentés dans le prospectus daté du 26 mai 2015. Le présent rapport de gestion est basé sur les renseignements dont la société disposait au 11 novembre 2015. Il est possible d'obtenir d'autres renseignements au sujet de la société sur SEDAR, au www.sedar.com. Les auditeurs de la société n'ont pas examiné le rapport financier intermédiaire des trimestres clos les 30 septembre 2015 et 2014.

Le présent rapport de gestion contient de l'information prospective au sens de la législation en valeurs mobilières canadienne applicable, notamment des énoncés concernant les attentes de la direction au sujet de la croissance, des résultats d'exploitation, du rendement et des perspectives d'affaires de la société. Cette information prospective porte, entre autres, sur nos objectifs et sur les stratégies mises en œuvre pour les atteindre, ainsi que sur nos opinions, nos projets, nos attentes, nos prévisions, nos estimations et nos intentions, et peut comprendre d'autres énoncés de nature prévisionnelle, ou qui dépendent d'événements ou de conditions à venir ou s'y rapportent. On reconnaît généralement les énoncés contenant de l'information prospective à l'emploi de mots et d'expressions comme « pouvoir », « s'attendre à », « prévoir », « supposer », « avoir l'intention de », « planifier », « croire », « estimer », « indications », « continuer », entre autres, ainsi qu'à l'utilisation du futur et du conditionnel, bien que ce ne soit pas tous les énoncés prospectifs qui contiennent ce genre de formulations. De plus, les énoncés faisant référence à des attentes, à des prévisions ou à d'autres interprétations d'événements ou de circonstances à venir contiennent de l'information prospective. Les énoncés qui contiennent de l'information prospective ne sont pas des déclarations factuelles, mais reflètent plutôt les attentes, les estimations et les projections de la direction concernant des événements futurs.

Bien que la direction soit d'avis que les énoncés prospectifs reflètent des attentes raisonnables, ils reposent sur ses opinions, ses hypothèses et ses estimations à la date de leur formulation et sont assujettis à un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient donner lieu à des événements ou à des résultats réels sensiblement différents de ceux qui y sont exprimés. Ces facteurs comprennent, entre autres, les risques suivants : augmentation des redevances ou limitation de l'accès aux droits musicaux; dépendance de la société à l'égard des fournisseurs de télévision payante; évolution rapide du secteur du divertissement audio et vidéo; concurrence d'autres fournisseurs de contenu; expansion de nos activités sur les marchés internationaux; croissance rapide et stratégie de croissance de la société; acquisitions, regroupements d'entreprises et coentreprises de la société; dépendance de la société à l'égard du personnel clé; fluctuations des taux de change; instabilité économique et politique des pays émergents; méthodes de calcul des redevances; transformations rapides de la technologie et du secteur; incapacité à obtenir du financement supplémentaire; incapacité à générer des rentrées de trésorerie; accès aux facilités de crédit de la société; longueur et coût élevé des litiges relatifs aux contenus protégés par le droit d'auteur; incapacité de la société à protéger sa technologie exclusive; recours de la société au matériel, aux logiciels et aux services connexes de tiers; incapacité de la société à maintenir sa culture d'entreprise; conjoncture économique défavorable; assujettissement de la société aux lois étrangères sur la protection de la vie privée et la sécurité des données; utilisation interdite ou piratage de contenu musical et vidéo; catastrophes naturelles et interruptions causées par des problèmes d'origine humaine; assujettissement à des obligations fiscales supplémentaires; sauvegarde de la réputation de la société; litiges et autres réclamations; risque de crédit; risque de liquidité; défaut de la société de se conformer aux exigences du CRTC; échec du renouvellement ou du maintien en vigueur des licences du CRTC; augmentation des droits de licence de radiodiffusion payables par la société; changements défavorables dans la réglementation gouvernementale touchant le secteur.

De plus, si l'une ou l'autre des hypothèses ou des estimations de la direction devait se révéler inexacte, les résultats et les événements réels pourraient différer modérément, voire sensiblement, de ceux exprimés de façon explicite ou implicite dans les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion. Ces hypothèses comprennent, entre autres, celles qui suivent : notre capacité à générer des produits suffisants tout en contrôlant nos coûts et nos dépenses; notre capacité à gérer efficacement notre croissance; l'absence de changements défavorables importants dans notre secteur d'activité ou dans l'économie mondiale; les tendances dans notre secteur d'activité et sur nos marchés; l'absence de changement dans la législation, les politiques administratives ou les exigences réglementaires applicables à nos activités, y compris dans nos licences du CRTC; de légères modifications apportées au service de programmation sonore payante offert par les fournisseurs de télévision payante à la lumière des décisions d'orientation récentes du CRTC; notre capacité à gérer les risques de l'expansion internationale; notre capacité à entretenir de bonnes relations d'affaires avec nos clients, nos mandataires et nos partenaires; notre capacité à élargir notre infrastructure de vente et de distribution et nos réseaux de commercialisation; notre capacité à concevoir des produits et des technologies en phase avec l'évolution continue de la technologie et des normes industrielles, des produits de la concurrence et des préférences et exigences des clients; notre capacité à protéger notre technologie et nos droits de propriété intellectuelle; notre capacité à gérer et à intégrer les acquisitions; notre capacité à retenir les employés clés; et notre capacité à obtenir du financement suffisant, par emprunt ou par capitaux propres, pour soutenir la croissance de nos activités. Les acquéreurs éventuels sont donc priés de ne pas s'en remettre sans réserve à ces énoncés. Cette mise en garde vise toute l'information prospective figurant dans le présent rapport de gestion. Les énoncés en question sont formulés uniquement en date du présent rapport de gestion. La société décline expressément toute obligation de mettre à jour ou de modifier ces énoncés prospectifs, ou les facteurs ou les hypothèses qui les sous-tendent, que ce soit pour tenir compte de faits nouveaux ou d'événements ultérieurs ou pour quelque autre raison, à moins que la loi ne l'y oblige.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

La société estime que le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté, le bénéfice net ajusté par action, les flux de trésorerie disponibles ajustés, la dette nette compte tenu des contreparties conditionnelles et le ratio dette nette/BAIIA ajusté sont des mesures importantes pour évaluer son rendement et le bien-fondé d'un investissement dans les actions placées. Toutes ces mesures financières non conformes aux IFRS ne sont pas des mesures du bénéfice ni des flux de trésorerie reconnues par les IFRS et elles n'ont pas de définition normalisée aux termes des IFRS. Notre méthode de calcul et notre définition de ces mesures financières pourraient différer de celles d'autres émetteurs. Les investisseurs sont priés de noter que les mesures financières non conformes aux IFRS ne doivent pas être interprétées comme des substituts du bénéfice net établi selon les IFRS en tant qu'indicateurs de notre rendement, ni des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation en tant que mesures de la trésorerie ou des flux de trésorerie.

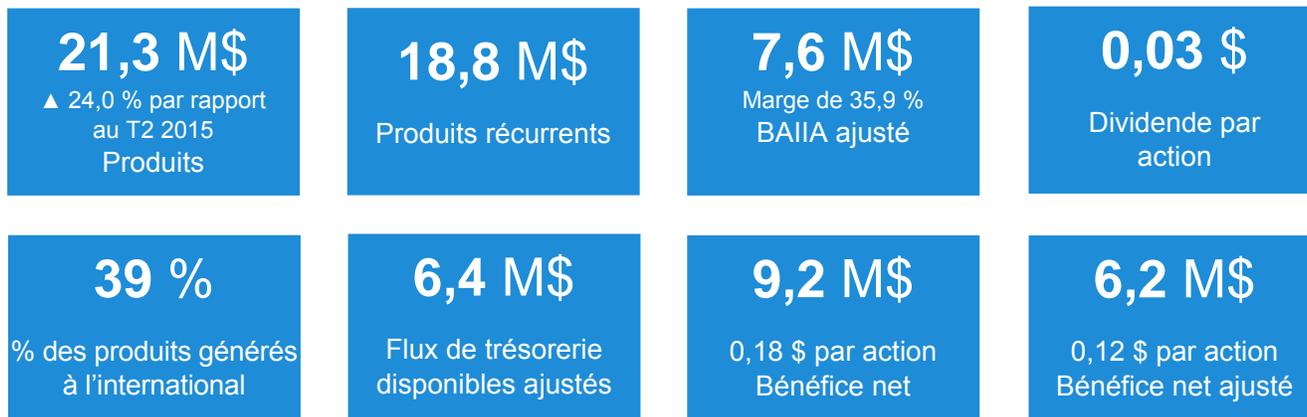
APERÇU

Stingray est un chef de file des fournisseurs interentreprises de services musicaux multiplateformes et de solutions multimédias en magasin qui exerce ses activités à l'échelle mondiale. La société compte approximativement 135 millions d'abonnés de la télévision payante (ou ménages) dans 127 pays. Elle diffuse de la musique et du contenu vidéo de haute qualité sur différentes plateformes, comme la télévision numérique, par satellite ou par protocole Internet, le Web, les applications mobiles et les consoles de jeu.

La société a son siège social à Montréal, au Canada, et elle emploie plus de 235 professionnels et employés de soutien à l'échelle mondiale, notamment à Toronto, Los Angeles, Miami, Londres, Amsterdam et Tel-Aviv.

PRINCIPAUX INDICATEURS DE RENDEMENT⁽¹⁾

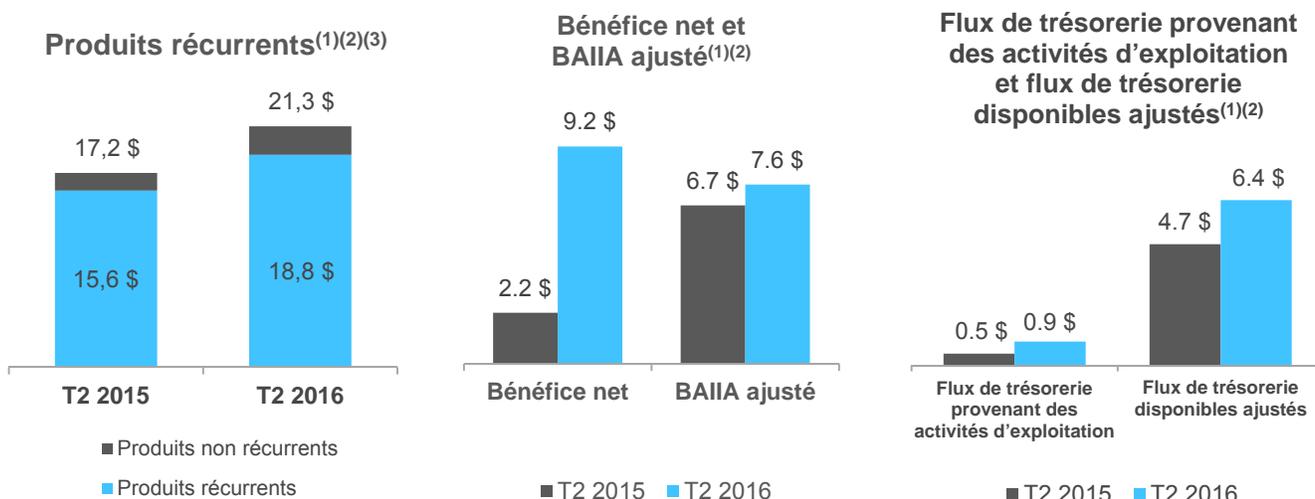
Trimestre clos le 30 septembre 2015



Note :

(1) Voir *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS*, aux pages 2 et 6.

Trimestres clos les 30 septembre 2015 et 2014



Notes :

(1) En millions de dollars canadiens.

(2) Voir *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS*, aux pages 2 et 6.

(3) Les produits récurrents comprennent les frais d'abonnement et d'utilisation ainsi que les frais fixes facturés aux clients mensuellement, trimestriellement et annuellement pour des services musicaux continus. Les produits non récurrents proviennent essentiellement des services de soutien et d'installation, du matériel et des frais ponctuels.

FAITS SAILLANTS DES RÉSULTATS FINANCIERS ET DES ACTIVITÉS

Faits saillants du trimestre clos le 30 septembre 2015

Comparaison avec le deuxième trimestre clos le 30 septembre 2014 (le « T2 2015 »)

- Les produits ont augmenté de 24,0 % pour atteindre 21,3 millions de dollars comparativement à 17,2 millions de dollars au T2 2015.
- Les produits récurrents ont atteint 18,8 millions de dollars (88 % du total des produits), soit une hausse de 20,3 %.
- Les produits générés à l'international ont augmenté, passant de 31,8 % à 38,5 %.
- Le BAIIA ajusté a progressé de 13,2 %, pour atteindre 7,6 millions de dollars comparativement à 6,7 millions de dollars au T2 2015.
- La marge du BAIIA ajusté s'est établie à 35,8 %, comparativement à 39,2 % au T2 2015.
- Le bénéfice net a augmenté de 326,5% pour atteindre 9,2 millions de dollars (0,18 \$ par action), comparativement à 2,2 millions de dollars (\$0,06 par action) au T2 2015.
- Le bénéfice net ajusté a augmenté de 34,5% pour atteindre 6,2 millions de dollars (\$0,12 par action), comparativement à 4,6 millions de dollars (\$0,13 par action) au T2 2015.
- Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont augmentés de 100,2% pour atteindre 0,9 million de dollars, comparativement à 0,5 million de dollars au T2 2015.
- Les flux de trésorerie disponibles ajustés ont atteint 6,4 millions de dollars, soit une hausse de 36,2 %, comparativement à 4,7 millions de dollars au T2 2015.

Autres faits saillants des activités

- Le 17 septembre, la société a lancé Stingray Ambiance, la première chaîne en format 4K ultra-haute définition intégral en Amérique du Nord.
- Le 27 août, la société a lancé Stingray Musique, un service complémentaire offrant du contenu exclusif à tous les abonnés de VidéoTron Mobile.
- Le 25 août, Stingray Musique a lancé les chaînes Vibes. Ainsi, en plus de la gamme classique de chaînes Stingray Musique offerte par leur télédiffuseur, les mélomanes auront accès à une sélection additionnelle de 1 000 chaînes combinant près d'une centaine de styles musicaux, triées sur le volet et se prêtant à chaque activité, humeur ou occasion.
- Aux termes d'une décision rendue le 18 août par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), la licence de radiodiffusion pour le service musical payant de la société, Stingray Musique, a été renouvelée jusqu'au 31 août 2020.
- Le mois d'août a marqué le lancement de la nouvelle boutique en ligne de Stingray Karaoke, en partenariat avec Singing Machine. Les nouveaux appareils SMC Digital MP4 sont d'ores et déjà disponibles en magasin principalement aux États-Unis.
- Une enquête de suivi trimestrielle publiée en septembre 2015 par la firme Vision Critical a révélé que 40 % des adultes canadiens avaient déjà écouté une chaîne Stingray Musique, et que 8 % de nos auditeurs avaient déjà utilisé l'application mobile. Dans la foulée de la métamorphose de Galaxie en Stingray Musique et des campagnes publicitaires connexes, la notoriété de la marque est passée de 30 % en décembre 2014 à 48 % en septembre 2015, soit un gain de 60 %. De plus, Stingray Musique rejoint un plus grand nombre d'auditeurs âgés de 18 à 34 ans.
- Depuis septembre 2015, Stingray Affaires dispose d'une filiale de ventes au Mexique par l'intermédiaire de Basha, chef de file des solutions multimédias en magasin. La société compte mettre cette collaboration à profit pour étendre ses services de musique pour entreprises au Mexique, un marché en forte croissance.
- Au deuxième trimestre de 2016, nous avons signé et renouvelé des contrats avec plusieurs clients, dont Numericable (France), Du (Dubai), Rona et Second Cup. De plus, nous avons travaillé avec Sport Experts sur ses nouveaux « magasins du futur », un projet novateur qui représente l'avenir du commerce au détail. Ce contrat d'affichage contribue au rayonnement de l'expertise en contenu numérique de notre division Stingray Affaires.
- Le 11 novembre 2015, la société a annoncé l'établissement d'une relation stratégique avec Multi Channels Asia Pte Ltd. (MCA), une entreprise médiatique de Singapour qui possède, représente et distribue plusieurs chaînes de télévision thématiques payantes en Asie et dans la région du Pacifique. L'entente prévoit le versement de 1 M\$ US à MCA sous forme d'obligations non garanties convertibles.
- Effectif le 1^{er} octobre 2015, la société a conclu une entente d'achat d'actifs qui lui a permis d'acquérir des contrats de distribution et un catalogue de contenu audio et vidéo classique et jazz de Cultuur 7, une chaîne de télévision culturelle flamande moyennant une contrepartie en espèces de 0,2 million de dollars.
- Le 21 septembre 2015, la société a fait un investissement supplémentaire de 0,3 million de dollars dans AppDirect Inc. (« AppDirect »), qui offre une plateforme de commerce et de gestion de services infonuagiques permettant aux entreprises de distribuer leurs services sur le Web. Au 30 septembre 2015, la participation de Stingray dans AppDirect s'élevait à 1,76 % et avait une juste valeur de 16,1 millions de dollars.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les				Semestres clos les			
	30 septembre 2015		30 septembre 2014		30 septembre 2015		30 septembre 2014	
	T2 2016		T2 2015		Cumul 2016		Cumul 2015	
	\$	% des produits	\$	% des produits	\$	% des produits	\$	% des produits
Produits	21 302	100,0 %	17 179	100,0 %	41 197	100,0 %	32 812	100,0 %
Produits récurrents	18 785	88 %	15 618	91 %	36 028	87 %	29 992	91 %
Produits	21 302	100,0 %	17 179	100,0 %	41 197	100,0 %	32 812	100,0 %
Frais liés à la programmation musicale, coût des services et frais liés au contenu	7 555	35,5 %	5 199	30,3 %	14 537	35,3 %	9 948	30,3 %
Frais de vente et de marketing	2 167	10,2 %	1 922	11,2 %	4 314	10,5 %	3 853	11,7 %
Frais de recherche et développement, de soutien et de technologies de l'information	1 698	8,0 %	1 436	8,4 %	3 419	8,3 %	2 854	8,7 %
Charges générales et administratives	2 997	14,1 %	2 222	12,9 %	5 377	13,1 %	5 360	16,3 %
Dépenses liées au PAPE et obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC	305	1,4 %	-	- %	5 800	14,1 %	-	- %
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et radiations	4 080	19,2 %	3 829	22,3 %	7 758	18,8 %	6 560	20,0 %
Charges financières nettes ⁽³⁾	(1 310)	(6,1) %	1 202	7,0 %	(444)	(1,1) %	2 434	7,4 %
Variation de la juste valeur du placement	(7 549)	(35,4) %	(450)	(2,6) %	(7 812)	(19,0) %	(900)	(2,7) %
Bénéfice avant impôts	11 359	53,3 %	1 819	10,6 %	8 248	20,0 %	2 703	6,6 %
Impôts	2 117	9,9 %	(348)	(2,0) %	783	1,9 %	(482)	(1,2) %
Bénéfice net	9 242	42,8 %	2 167	12,6 %	7 465	18,1 %	3 185	7,7 %
BAIIA ajusté⁽¹⁾	7 625	35,8 %	6 734	39,2 %	14 776	35,9 %	12 558	38,3 %
Bénéfice net ajusté⁽¹⁾	6 198	29,1 %	4 607	26,8 %	10 981	26,7 %	8 198	25,0 %
Flux de trésorerie disponibles ajustés⁽¹⁾	6 407	30,1 %	4 704	27,4 %	11 667	28,3 %	7 983	24,3 %
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	935	4,4 %	467	2,7 %	5 044	12,2 %	3 205	9,8 %
Dette nette hors contreparties conditionnelles⁽¹⁾	17 725	-	87 776	-	17 725	-	87 776	-
Dette nette compte tenu des contreparties conditionnelles⁽¹⁾	31 664	-	96 610	-	31 664	-	96 610	-
Ratio dette nette/BAIIA ajusté⁽¹⁾⁽²⁾	1,07x	-	3,67x	-	1,07x	-	3,67x	-
Bénéfice net par action – De base	0,18	-	0,06	-	0,17	-	0,10	-
Bénéfice net par action – Dilué	0,18	-	0,06	-	0,16	-	0,09	-
Bénéfice net ajusté par action ⁽¹⁾ – De base	0,12	-	0,14	-	0,24	-	0,25	-
Bénéfice net ajusté par action ⁽¹⁾ – Dilué	0,12	-	0,13	-	0,24	-	0,24	-
Produits par catégories								
Diffusion musicale	15 614	73,3 %	13 064	76,0 %	29 734	72,2 %	25 528	77,8 %
Musique pour entreprises	5 688	26,7 %	4 115	24,0 %	11 463	27,8 %	7 284	22,2 %
Produits	21 302	100,0 %	17 179	100,0 %	41 197	100,0 %	32 812	100,0 %
Produits par régions								
Canada	13 094	61,5 %	11 714	68,2 %	26 277	63,8 %	22 402	68,3 %
International ⁽⁴⁾	8 208	38,5 %	5 465	31,8 %	14 920	36,2 %	10 410	31,7 %
Produits	21 302	100,0 %	17 179	100,0 %	41 197	100,0 %	32 812	100,0 %

Notes :

- (1) Voir *Mode de présentation et information prospective et Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 2; pour un rapprochement avec les mesures financières conformes aux IFRS les plus facilement comparables, voir *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 6.
- (2) Le ratio dette nette/BAIIA ajusté est le quotient de la dette nette divisée par le BAIIA ajusté sur 12 mois consécutifs.
- (3) Les intérêts payés durant le T2 2016 se sont élevés à 197 \$ (contre 931 \$ au T2 2015); sur le semestre clos le 30 septembre 2015, les intérêts ont totalisé 1 475 \$ (contre 1 867 \$ en 2014).
- (4) Le poste « International » désigne tous les territoires à l'extérieur du Canada.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté, le bénéfice net ajusté par action, les flux de trésorerie disponibles ajustés, la dette nette compte tenu des contreparties conditionnelles, la dette nette hors contreparties conditionnelles et le ratio dette nette/BAIIA ajusté constituent des mesures non conformes aux IFRS que la société utilise pour évaluer ses résultats d'exploitation. Voir *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 2.

Les tableaux suivants présentent le rapprochement du bénéfice net avec le BAIIA ajusté.

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 sept. 2015 T2 2016	30 sept. 2014 T2 2015	30 sept. 2015 Cumul 2016	30 sept. 2014 Cumul 2015
Bénéfice net	9 242	2 167	7 465	3 185
Charges financières nettes	(1 310)	1 202	(444)	2 434
Variation de la juste valeur du placement	(7 549)	(450)	(7 812)	(900)
Impôts	2 117	(348)	783	(482)
Amortissement des immobilisations corporelles et radiations	488	541	943	942
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 592	3 288	6 815	5 618
Rémunération fondée sur des actions	371	80	592	312
Unités d'actions avec restrictions et unités d'actions différées	242	-	417	-
Dépenses liées au PAPE et obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC	305	-	5 800	-
Coûts d'acquisition, charges de restructuration et autres coûts divers	127	254	217	1 449
BAIIA ajusté	7 625	6 734	14 776	12 558
Charges financières nettes	1 310	(1 202)	444	(2 434)
Impôts	(2 117)	348	(783)	482
Amortissement des immobilisations corporelles et radiations	(488)	(541)	(943)	(942)
Charge d'impôt liée à la variation de la juste valeur du placement, à la rémunération fondée sur des actions, à l'amortissement des immobilisations incorporelles, aux dépenses liées au PAPE et à l'obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC ainsi qu'aux coûts d'acquisition, aux charges de restructuration et aux autres coûts divers	(132)	(732)	(2 513)	(1 466)
Bénéfice net ajusté	6 198	4 607	10 981	8 198

Le tableau suivant présente le rapprochement des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation avec les flux de trésorerie disponibles ajustés.

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 sept. 2015 T2 2016	30 sept. 2014 T2 2015	30 sept. 2015 Cumul 2016	30 sept. 2014 Cumul 2015
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	935	467	5 044	3 205
<i>Ajouter/déduire :</i>				
Dépenses d'investissement	(682)	(457)	(1 612)	(955)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés à l'exploitation	5 756	4 563	2 277	4 829
Coûts d'acquisition, charges de restructuration et autres coûts divers ⁽¹⁾	93	131	158	904
Dépenses liées au PAPE et obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC ⁽¹⁾	305	-	5 800	-
Flux de trésorerie disponibles ajustés	6 407	4 704	11 667	7 983

(1) Déduction faite des impôts, sauf dans le cas des dépenses liées au PAPE et de l'obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC; seuls les impôts reportés ont été comptabilisés à ces postes, ce qui n'a pas d'effet sur la trésorerie.

Le tableau suivant présente le calcul de la dette nette compte tenu des contreparties conditionnelles et hors contreparties conditionnelles.

(en milliers de dollars canadiens)	30 septembre 2015	31 mars 2015	30 septembre 2014
Prêt à terme, incluant la partie courante	-	80 835	85 072
Contreparties conditionnelles, incluant la partie courante	13 939	12 409	8 834
Crédit-relais	-	20 000	-
Facilité renouvelable	19 202	7 902	2 000
(Trésorerie et équivalents de trésorerie) découvert bancaire	(1 477)	(1 314)	704
Dette nette compte tenu des contreparties conditionnelles (« dette nette »)	31 664	119 832	96 610
Contreparties conditionnelles, incluant la partie courante	(13 939)	(12 409)	(8 834)
Dette nette hors contreparties conditionnelles	17 725	107 423	87 776

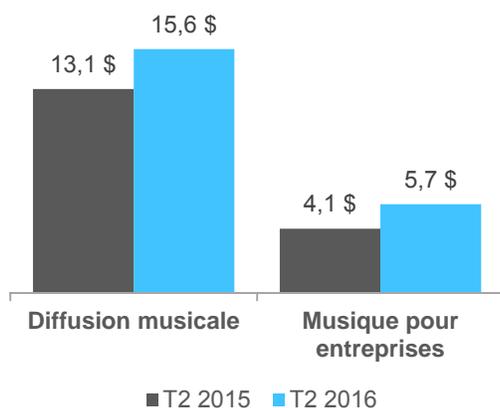
SITUATION FINANCIÈRE ET RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 30 SEPTEMBRE 2015 ET 2014

Produits

Au T2 2016, les produits ont atteint un sommet de 21,3 millions de dollars, soit une hausse de 24,0 % par rapport aux 17,2 millions de dollars du T2 2015. Cette hausse est principalement attribuable aux acquisitions, combinées à la croissance enregistrée sur le marché international. Le taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain a aussi eu un effet favorable.

Tendances des produits par catégories

Produits par catégories⁽¹⁾



Note :

(1) En millions de dollars canadiens.

Diffusion musicale

Voici les facteurs qui ont le plus contribué à la hausse de 2,5 millions de dollars (ou 19,5 %) des produits tirés de la diffusion musicale par rapport au T2 2015 (les flèches expriment la variation) :

- ▲ Acquisition de Brava en juillet 2015 et effets de l'acquisition de Telefonica On the Spot, comptabilisés en totalité au T2 2016.
- ▲ Contrats conclus avec de nouveaux clients, principalement sur les marchés internationaux, aux États-Unis, en Europe et au Moyen-Orient.

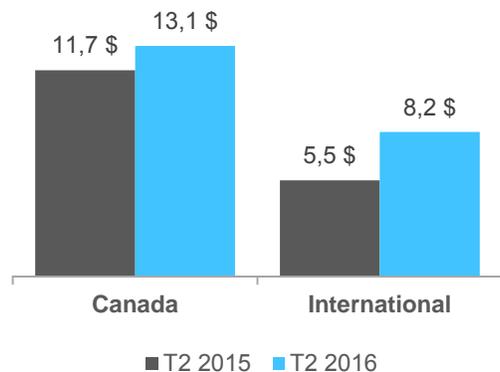
Musique pour entreprises

Voici les facteurs qui ont le plus contribué à la hausse de 1,6 million de dollars (ou 38,2 %) des produits tirés de la musique pour entreprises par rapport au T2 2015 (les flèches expriment la variation) :

- ▲ Acquisition de la société Les réseaux urbains Viva inc. comptabilisée en totalité au T2 2016, combinée aux contrats signés avec de nouveaux clients depuis le début de l'année et durant l'exercice 2015, également comptabilisés en entier au T2 2016.
- ▲ Produits non récurrents tirés des ventes de services d'installation et de matériel à des clients, nouveaux et existants.

Tendances des produits par régions

Produits par régions⁽¹⁾



Note :

(1) En millions de dollars canadiens.

Canada

Voici les facteurs qui ont le plus contribué à la hausse de 1,4 million de dollars (ou 11,8 %) des produits générés au Canada par rapport au T2 2015 (la flèche exprime la variation) :

- ▲ Acquisitions comptabilisées en totalité au T2 2016 (voir Musique pour entreprises, ci-dessus), contrats signés avec de nouveaux clients et produits non récurrents tirés des ventes de services d'installation et de matériel.

International

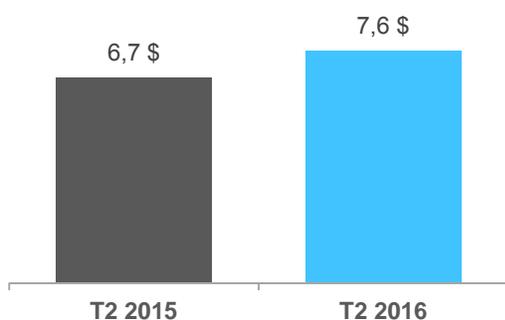
Voici les facteurs qui ont le plus contribué à la hausse de 2,7 millions de dollars (ou 50,2 %) des produits générés à l'international par rapport au T2 2015 (les flèches expriment la variation) :

- ▲ Contrats signés avec de nouveaux clients depuis le début de l'exercice et durant l'exercice 2015, combinés à l'intégration fructueuse des acquisitions susmentionnées.
- ▲ Effet favorable du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain.

Charges d'exploitation

(en milliers de dollars canadiens)	T2 2016 % des produits	T2 2015 % des produits	Variation	Principaux facteurs
Frais liés à la programmation musicale, coût des services et frais liés au contenu	7 555 \$ 35,5 %	5 199 \$ 30,3 %	2 356 \$ 45,3 %	Acquisitions réalisées aux exercices 2015 et 2016, dotation en personnel et frais de contenu pour soutenir la croissance, et coûts des ventes supplémentaires de services d'installation et de matériel, compensés en partie par un effet favorable sur le calcul des droits touchant les produits et les redevances. Ces frais, en proportion du total des produits, sont demeurés relativement stables par rapport au T1 2016.
Frais de vente et de marketing	2 167 \$ 10,2 %	1 922 \$ 11,2 %	245 \$ 12,7 %	Accroissement des frais engagés pour soutenir la croissance des produits sur le marché international.
Frais de technologies de l'information et de recherche et développement	1 698 \$ 8,0 %	1 436 \$ 8,4 %	262 \$ 18,2 %	Les dépenses ont progressé à un rythme inférieur à celui des produits et sont demeurées relativement stables en proportion du total des produits.
Charges générales et administratives	2 997 \$ 14,1 %	2 222 \$ 12,9 %	775 \$ 34,9 %	Coûts du régime d'unités d'actions avec restrictions et d'unités d'actions différées à l'intention des employés et des administrateurs, dotation en personnel pour soutenir la croissance et coûts liés à l'ouverture du capital de la société.
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et radiations	4 080 \$ 19,2 %	3 829 \$ 22,3 %	251 \$ 6,6 %	Ajout d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions.

BAlIA ajusté⁽¹⁾⁽²⁾



Notes :

(1) En millions de dollars canadiens.

(2) Voir Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS, aux pages 2 et 6.

Le BAlIA ajusté a atteint 7,6 millions de dollars au T2 2016, comparativement à 6,7 millions de dollars au T2 2015. La marge du BAlIA ajusté s'est établie à 35,8 % au T2 2016, contre 39,2 % au T2 2015. La hausse du BAlIA ajusté est principalement attribuable aux acquisitions de Brava et de Telefonica On the Spot, à la croissance sur le marché international et à l'effet favorable de l'ajustement apporté aux fins de déclaration et de paiement des redevances de droits d'auteur et des droits connexes pour tenir compte de la répartition des produits entre les différents services offerts par la société et de l'introduction de nouveaux services. La baisse de la marge du BAlIA ajusté est principalement attribuable à l'accroissement des frais liés à la programmation musicale, du coût des services et des frais liés au contenu, lequel reflète l'augmentation des produits non récurrents (à plus faible marge) tirés des ventes de services d'installation et de matériel ainsi que des frais engagés pour soutenir la croissance.

Les coûts d'acquisition, charges de restructuration et autres coûts divers consistent principalement en des honoraires de consultation payés dans le cadre de l'acquisition de Brava et de Cultuur 7 et en prévision d'acquisitions futures.

Charges financières nettes

Les charges financières ont diminué, passant d'une valeur positive de 1,2 million de dollars au T2 2015 à une valeur négative de 1,3 million de dollars. Cette baisse est attribuable aux réévaluations à la juste valeur de contreparties conditionnelles, aux gains de change non réalisés et à une réduction importante de l'endettement, la société ayant affecté environ 101 millions de dollars du produit du PAPE au remboursement de sa dette en juin 2015.

Variation de la juste valeur du placement

Un gain de 7,5 millions de dollars a été enregistré au T2 2016, comparativement à 0,4 million de dollars au T2 2015. Le 21 septembre 2015, la société a fait un investissement supplémentaire de 0,3 million de dollars (0,3 million de dollars américains) dans AppDirect Inc. (« AppDirect »), qui offre une plateforme de commerce et de gestion de services infonuagiques permettant aux entreprises de distribuer leurs services sur le Web. Au 30 septembre 2015, la participation de Stingray dans AppDirect s'élevait à 1,76 % et avait une juste valeur de 16,1 millions de dollars.

Impôts

Les impôts ont augmenté, représentant une charge de 2,1 millions de dollars au T2 2016, comparativement à un recouvrement de 0,3 million de dollars au T2 2015. La hausse résulte essentiellement de la variation de la juste valeur du placement et de l'amélioration des résultats d'exploitation, atténuées par une baisse des frais de financement. Le recouvrement d'impôts de 0,3 million de dollars au T2 2015 était principalement lié à la comptabilisation de pertes fiscales antérieures.

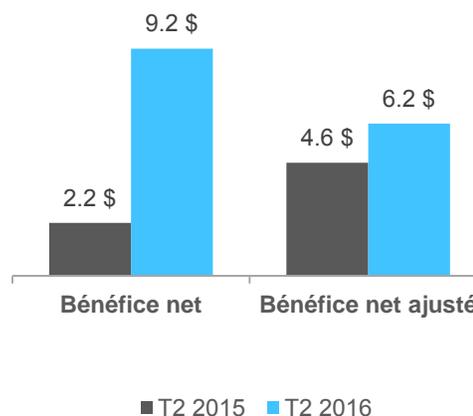
Bénéfice net et bénéfice net par action

Le bénéfice net s'est élevé à 9,2 millions de dollars (0,18 \$ par action) au T2 2016, comparativement à 2,2 millions de dollars (0,06 \$ par action) au T2 2015. L'augmentation, principalement attribuable à la variation de la juste valeur du placement, à l'amélioration des résultats d'exploitation et à la diminution des frais de financement, a été partiellement contrebalancée par la hausse des impôts.

Bénéfice net ajusté et bénéfice net ajusté par action

Le bénéfice net ajusté a atteint 6,2 millions de dollars (0,12 \$ par action) au T2 2016, comparativement à 4,6 millions de dollars (0,14 \$ par action) au T2 2015. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse du BAIIA ajusté résultant de l'intégration fructueuse des acquisitions, combinée à la signature de nouveaux contrats sur les marchés internationaux, aux ventes supplémentaires de services d'installation et de matériel ainsi qu'à la baisse des charges financières.

Bénéfice net et bénéfice net ajusté⁽¹⁾⁽²⁾



Notes :

(1) En millions de dollars canadiens.

(2) Voir Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS, aux pages 2 et 6.

Résultats trimestriels

Nos produits ont augmenté de façon régulière au cours des huit derniers trimestres, passant de 16,3 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice 2014 à 21,3 millions de dollars au deuxième trimestre de l'exercice 2016. Cette augmentation découle principalement de l'intégration fructueuse des acquisitions ainsi que des nouveaux contrats conclus au Canada et sur les marchés internationaux. Au cours des huit derniers trimestres, les produits récurrents ont représenté environ 88 % du total des produits, sauf au troisième trimestre de l'exercice 2014, où les produits non récurrents ont été plus élevés qu'à l'habitude, en partie en raison d'une acquisition.

Le BAIIA ajusté a aussi progressé, passant de 7,3 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice 2014 à 7,6 millions de dollars au deuxième trimestre de l'exercice 2016. L'augmentation, qui découle principalement de l'intégration fructueuse des acquisitions et des nouveaux contrats conclus au Canada et sur les marchés internationaux.

Sommaire des résultats trimestriels consolidés

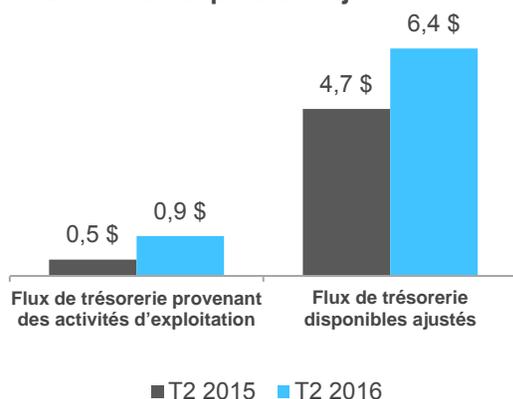
(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les valeurs par action)	Trimestres clos les							
	30 sept. 2015	30 juin 2015	31 mars 2015	31 déc. 2014	30 sept. 2014	30 juin 2014	31 mars 2014	31 déc. 2013
	Exercice 2016	Exercice 2016	Exercice 2015	Exercice 2015	Exercice 2015	Exercice 2015	Exercice 2014	Exercice 2014
Produits par catégories								
Diffusion musicale	15 614	14 120	14 075	13 896	13 064	12 464	12 896	11 405
Musique pour entreprises	5 688	5 775	5 573	4 633	4 115	3 169	3 286	4 875
Total des produits	21 302	19 895	19 648	18 529	17 179	15 633	16 182	16 280
Produits par régions								
Canada	13 094	13 183	13 192	12 144	11 714	10 688	10 992	12 651
International	8 208	6 712	6 456	6 385	5 465	4 945	5 190	3 629
Total des produits	21 302	19 895	19 648	18 529	17 179	15 633	16 182	16 280
Produits récurrents	18 785	17 243	17 127	16 416	15 618	14 374	14 529	12 959
Produits récurrents en pourcentage du total des produits	88 %	87 %	87 %	89 %	91 %	92 %	90 %	80 %
BAIIA ajusté	7 625	7 151	7 731	6 986	6 734	5 824	6 511	7 254
Bénéfice net (perte nette)	9 242	(1 777)	1 923	1 499	2 167	1 018	2 228	2 384
Bénéfice net (perte nette) par action – De base	0,18	(0,05)	0,06	0,04	0,06	0,04	0,07	0,08
Bénéfice net (perte nette) par action – Dilué	0,18	(0,05)	0,06	0,04	0,06	0,03	0,07	0,07
Bénéfice net ajusté	6 198	4 783	5 260	4 376	4 607	3 591	4 020	4 410
Bénéfice net ajusté par action – De base	0,12	0,12	0,15	0,13	0,14	0,11	0,12	0,13
Bénéfice net ajusté par action – Dilué	0,12	0,12	0,15	0,13	0,13	0,10	0,12	0,13

Rapprochement des mesures trimestrielles non conformes aux IFRS

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les							
	30 sept. 2015	30 juin 2015	31 mars 2015	31 déc. 2014	30 sept. 2014	30 juin 2014	31 mars 2014	31 déc. 2013
	Exercice 2016	Exercice 2016	Exercice 2015	Exercice 2015	Exercice 2015	Exercice 2015	Exercice 2014	Exercice 2014
Bénéfice net (perte nette)	9 242	(1 777)	1 923	1 499	2 167	1 018	2 228	2 384
Charges financières nettes	(1 310)	866	942	1 310	1 202	1 232	696	1 120
Variation de la juste valeur du placement	(7 549)	(263)	(451)	(450)	(450)	(450)	(985)	(984)
Impôts	2 117	(1 334)	(241)	(114)	(348)	(134)	1 017	1 094
Amortissement des immobilisations corporelles et radiations	488	455	597	586	541	401	300	238
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 592	3 223	3 653	3 583	3 288	2 330	2 678	2 312
Rémunération fondée sur des actions	371	221	376	112	80	232	150	208
Unités d'actions avec restrictions	242	175	221	-	-	-	-	-
Dépenses liées au PAPE et obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC	305	5 495	-	-	-	-	-	-
Coûts d'acquisition, charges de restructuration et autres coûts divers	127	90	711	460	254	1 195	427	882
BAIIA ajusté	7 625	7 151	7 731	6 986	6 734	5 824	6 511	7 254
Charges financières nettes	1 310	(866)	(942)	(1 310)	(1 202)	(1 232)	(696)	(1 120)
Impôts	(2 117)	1 334	241	114	348	134	(1 017)	(1 094)
Amortissement des immobilisations corporelles et radiations	(488)	(455)	(597)	(586)	(541)	(401)	(300)	(238)
Charge d'impôt liée à la variation de la juste valeur du placement, à la rémunération fondée sur des actions, à l'amortissement des immobilisations incorporelles, aux dépenses liées au PAPE et à l'obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC ainsi qu'aux coûts d'acquisition, aux charges de restructuration et aux autres coûts divers	(132)	(2,381)	(1,173)	(828)	(732)	(734)	(478)	(392)
Bénéfice net ajusté	6 198	4 783	5 260	4 376	4 607	3 591	4 020	4 410

SITUATION DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2015

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et flux de trésorerie disponibles ajustés⁽¹⁾⁽²⁾



Notes :

- (1) En millions de dollars canadiens.
- (2) Voir Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS, aux pages 2 et 6.

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation ont totalisé 0,9 million de dollars au T2 2016, par rapport à 0,5 million de dollars au T2 2015. La hausse, principalement attribuable aux acquisitions et à la signature de nouveaux contrats, a été partiellement contrebalancée par l'intensification des besoins en fonds de roulement, essentiellement en raison des dépenses liées au PAPE.

Flux de trésorerie disponibles ajustés

Les flux de trésorerie disponibles ajustés ont atteint 6,4 millions de dollars au T2 2016, en hausse par rapport aux 4,7 millions de dollars du T2 2015. La hausse est principalement attribuable à l'amélioration des résultats d'exploitation et à la diminution des frais de financement, contrebalancés en partie par l'accroissement des dépenses d'investissement.

L'accroissement des dépenses d'investissement constaté depuis le T2 2015 est principalement attribuable à l'agrandissement de nos bureaux de Montréal.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie nets consacrés aux activités d'investissement se sont élevés à 9,2 millions de dollars au T2 2016, comparativement à 0,5 million de dollars au T2 2015. Cette augmentation de 8,7 millions de dollars est principalement attribuable à l'acquisition de Brava au T2 2016 et à l'investissement supplémentaire de 0,3 million de dollars dans AppDirect.

Activités de financement

Les activités de financement ont généré des rentrées nettes de 8,7 millions de dollars au T2 2016, comparativement à des sorties nettes de 4,5 millions de dollars au T2 2015. Ce gain de 13,2 millions de dollars est principalement attribuable à l'acquisition de Brava financée à même la facilité renouvelable, au paiement d'un dividende trimestriel et aux frais d'émission d'actions.

Obligations contractuelles

La société est liée par des obligations contractuelles assorties d'échéances variées, principalement les contrats de location de ses bureaux, les obligations financières prévues aux termes de sa convention de crédit, sa licence de diffusion et ses engagements relatifs aux redevances de droits d'auteur. Il n'y a eu aucun changement important à ces obligations depuis le 31 mars 2015, sauf ce qui concerne la licence de diffusion et les obligations financières (voir ci-dessous).

Licence de diffusion

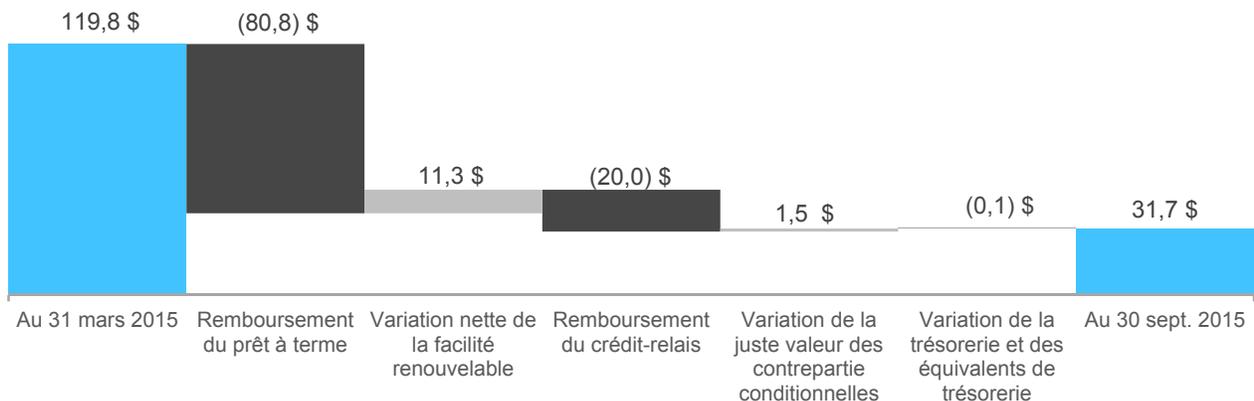
Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a approuvé la modification de la propriété et du contrôle effectif de la société le 22 avril 2015. Aux termes de cette décision, le CRTC exige que la société paie des avantages tangibles d'un montant de 5,5 millions de dollars sous forme de versements annuels égaux sur une période de sept ans. La société a ainsi comptabilisé une charge de 4,2 millions de dollars qui reflète la juste valeur du flux de paiement, actualisée à un taux de 7,0 %, soit le taux d'intérêt effectif de la société majoré d'une prime de risque. Dans sa décision du 18 août, le CRTC a accepté de renouveler la licence de diffusion jusqu'au 31 août 2020.

Obligations financières

Le 11 juin 2015, la société a renégoциé sa convention de crédit afin d'intégrer le solde du prêt à terme à la facilité de crédit renouvelable modifiée (la « facilité renouvelable »), de rembourser le crédit-relais, de porter sa capacité d'emprunt à 100,0 millions de dollars et d'y apporter des modifications concernant les intérêts, l'échéance, la garantie et les clauses restrictives. La facilité renouvelable, qui arrivera à échéance en juin 2019, porte intérêt au taux des acceptations bancaires majoré d'une marge de 1,38 % à 3,00 % et est garantie par les filiales et par un privilège de premier rang sur l'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles actuelles et futures de la société. De plus, la société doit payer des commissions d'attente de 0,28 % à 0,60 % sur la portion inutilisée de la facilité renouvelable, en plus de se conformer à certaines clauses financières restrictives.

Le tableau qui suit résume l'évolution de la dette nette compte tenu des contreparties conditionnelles sur le semestre clos le 30 septembre 2015, y compris les ratios connexes.

Variation de la dette nette⁽¹⁾⁽²⁾⁽³⁾



27,3	BAIIA ajusté des 12 derniers mois ⁽¹⁾⁽²⁾⁽³⁾	29,5
4,4	Ratio dette nette/BAIIA ajusté ⁽¹⁾⁽²⁾⁽³⁾	1,1

Notes :

- (1) En millions de dollars canadiens.
- (2) Voir *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS*, aux pages 2 et 6.
- (3) Le BAIIA ajusté est calculé sur les douze derniers mois aux fins du ratio dette nette/BAIIA ajusté.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

Le tableau qui suit montre les principales variations de la situation financière consolidée de la société sur le semestre clos le 30 septembre 2015.

(en milliers de dollars canadiens)	30 sept. 2015	31 mars 2015	Variation	Principaux facteurs
<i>Créances clients et autres débiteurs</i>	22 858 \$	17 370 \$	5 488 \$ ▲	Augmentation des produits non récurrents tirés des services d'installation et du matériel, cycles de paiements prolongés pour les produits générés à l'international, créances acquises dans le bilan d'ouverture de Brava et effet favorable du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain.
<i>Immobilisations incorporelles</i>	44 163 \$	45 441 \$	(1 278) \$ ▼	Amortissement net des immobilisations incorporelles comptabilisées en lien avec l'acquisition de Brava.
<i>Écart d'acquisition</i>	49 444 \$	42 291 \$	7 153 \$ ▲	Comptabilisation du goodwill résultant de l'acquisition de Brava.
<i>Créditeurs et charges à payer</i>	16 614 \$	16 923 \$	(309) \$ ▼	Effet favorable sur le calcul des droits touchant les produits et les redevances, contrebalancé par les créditeurs pris en charge dans le bilan d'ouverture de Brava.
<i>Contreparties conditionnelles, incluant la partie courante</i>	13 939 \$	12 409 \$	1 530 \$ ▲	Comptabilisation d'une contrepartie conditionnelle pour l'acquisition de Brava, après réévaluation à la juste valeur des montants constatés antérieurement, à la lumière de critères et de résultats financiers définis.
<i>Obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC</i>	4 231 \$	340 \$	3 891 \$ ▲	Modification de la propriété et du contrôle effectif de la société à la suite du PAPE.
<i>Facilité renouvelable</i>	19 202 \$	7 902 \$	11 300 \$ ▲	Contrepartie en espèces pour l'acquisition de Brava, plus les dépenses liées au PAPE.
<i>Crédit-relais</i>	-	20 000 \$	(20 000) \$ ▼	Remboursement de la dette après réception du produit net du PAPE.
<i>Prêt à terme, y compris la partie courante</i>	-	80 835 \$	(80 835) \$ ▼	Remboursement de la dette après réception du produit net du PAPE.

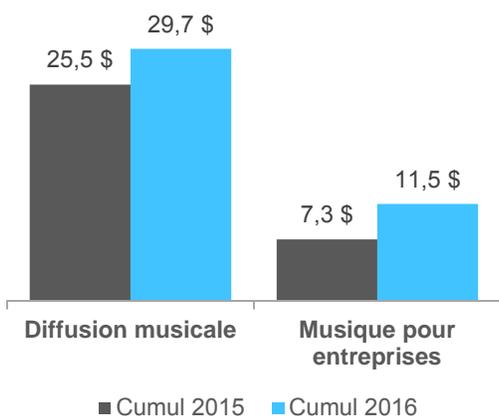
SITUATION FINANCIÈRE ET RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LES SEMESTRES CLOS LES 30 SEPTEMBRE 2015 ET 2014

Produits

Les produits ont progressé de 25,6 % durant la première moitié de l'exercice 2016 (« cumul 2016 »), atteignant un sommet de 41,2 millions de dollars, contre 32,8 millions de dollars pour la première moitié de l'exercice 2015 (« cumul 2015 »). Cette hausse est principalement attribuable aux acquisitions, combinées à la forte croissance enregistrée sur le marché international et au lancement de nouveaux produits. Le taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain a aussi eu un effet favorable.

Tendances des produits par catégories

Produits par catégories⁽¹⁾



Note :
(1) En millions de dollars canadiens.

Diffusion musicale

Voici les facteurs qui ont le plus contribué à la hausse de 4,2 millions de dollars (ou 16,5 %) des produits tirés de la diffusion musicale par rapport au premier semestre de 2015 (les flèches expriment la variation) :

- ▲ Contrats signés avec de nouveaux clients, principalement sur les marchés internationaux, aux États-Unis, en Europe et au Moyen-Orient.
- ▲ Acquisitions de Telefonica On the Spot, d'Archibald Media Group et de Brava, comptabilisées en totalité au premier semestre de 2016.

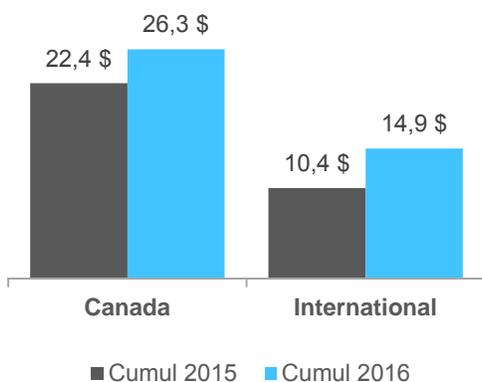
Musique pour entreprises

Voici les facteurs qui ont le plus contribué à la hausse de 4,2 millions de dollars (ou 57,4 %) des produits tirés de la musique pour entreprises par rapport au premier semestre de 2015 (les flèches expriment la variation) :

- ▲ Acquisitions de DMX Canada et de la société *Les réseaux urbains Viva inc.*, comptabilisées en totalité au premier semestre de 2016.
- ▲ Produits non récurrents tirés des ventes de services d'installation et de matériel.

Tendances des produits par régions

Produits par régions⁽¹⁾



Note :
(1) En millions de dollars canadiens.

Canada

Voici les facteurs qui ont le plus contribué à la hausse de 3,9 millions de dollars (ou 17,3 %) des produits générés au Canada par rapport au premier semestre de 2015 (la flèche exprime la variation) :

- ▲ Acquisitions comptabilisées en totalité au premier semestre de 2016 (voir *Musique pour entreprises*, ci-dessus) et produits non récurrents tirés des ventes de services d'installation et de matériel.

International

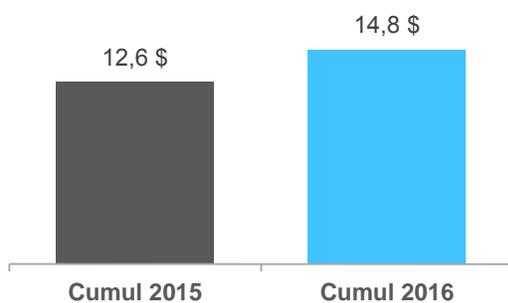
Voici les facteurs qui ont le plus contribué à la hausse de 4,5 millions de dollars (ou 43,3 %) des produits générés à l'international par rapport à 2015 (les flèches expriment la variation) :

- ▲ Contrats signés avec de nouveaux clients au cours des exercices 2015 et 2016, comptabilisation de Brava et acquisitions décrites ci-dessus, comptabilisées en totalité au premier semestre de 2016.
- ▲ Effet favorable du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain.

Charges d'exploitation

(en milliers de dollars canadiens)	Cumul T2 2016 % des produits	Cumul T2 2015 % des produits	Variation Cumuls	Principaux facteurs
Frais liés à la programmation musicale, coût des services et frais liés au contenu	14 537 \$ 35,3 %	9 948 \$ 30,3 %	4 589 \$ 46,1 %	▲ Acquisitions réalisées aux exercices 2015 et 2016, dotation en personnel et frais de contenu pour soutenir la croissance, et coûts des ventes de services d'installation et de matériel, compensés en partie par un effet favorable sur le calcul des droits touchant les produits et les redevances.
Frais de vente et de marketing	4 314 \$ 10,5 %	3 853 \$ 11,7 %	461 \$ 12,0 %	▲ Accroissement des frais engagés pour soutenir la croissance des produits sur le marché international.
Frais de technologies de l'information et de recherche et développement	3 419 \$ 8,3 %	2 854 \$ 8,7 %	565 \$ 19,8 %	▲ Les dépenses ont progressé à un rythme inférieur à celui des produits et sont demeurées relativement stables en proportion du total des produits.
Charges générales et administratives	5 377 \$ 13,1 %	5 360 \$ 16,3 %	17 \$ 0,3 %	▲ Coûts du régime d'unités d'actions avec restrictions et d'unités d'actions différées à l'intention des employés et des administrateurs, dotation en personnel pour soutenir la croissance et coûts liés à l'ouverture du capital de la société, partiellement compensés par des coûts spécifiques liés aux acquisitions et aux restructurations au T2 2015 qui n'ont pas eu lieu au T2 2016.
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et radiations	7 758 \$ 18,8 %	6 560 \$ 20,0 %	1 198 \$ 18,3 %	▲ Ajout d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions.

BAlIA ajusté⁽¹⁾⁽²⁾



Notes :

- (1) En millions de dollars canadiens.
- (2) Voir Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS, aux pages 2 et 6.

Le BAlIA ajusté a atteint 14,8 millions de dollars au premier semestre de 2016, une hausse de 17,7 % par rapport aux 12,6 millions de dollars enregistrés en 2015. La marge du BAlIA ajusté s'est établie à 35,9 % au premier semestre, contre 38,3 % en 2015. La hausse du BAlIA ajusté est principalement attribuable aux acquisitions des exercices 2015 et 2016, à la croissance sur le marché international, aux produits non récurrents supplémentaires tirés des ventes de services d'installation et de matériel ainsi qu'à l'effet favorable de l'ajustement apporté aux fins de déclaration et de paiement des redevances de droits d'auteur et des droits connexes pour tenir compte de la répartition des produits entre les différents services offerts par la société et l'introduction de nouveaux services. La baisse de la marge du BAlIA ajusté est principalement attribuable à l'accroissement des frais liés à la programmation musicale, du coût des services et des frais liés au contenu, lequel reflète l'augmentation des produits non récurrents (à plus faible marge) tirés des ventes de services d'installation et de matériel ainsi que des frais engagés pour soutenir la croissance.

Les coûts d'acquisition, charges de restructuration et autres coûts divers consistent principalement en des honoraires de consultation payés dans le cadre de l'acquisition de Brava et de Cultuur 7 et en prévision d'acquisitions futures.

Dépenses liées au PAPE et obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC

Les dépenses liées au premier appel public à l'épargne (PAPE) ont totalisé 1,6 million de dollars au premier semestre de 2016; elles étaient liées au placement secondaire, soit la vente de 9 112 900 actions au public par Novacap et Télésystème. Les dépenses liées au placement d'actions sur le capital autorisé réalisé par la société ont été comptabilisées à l'état consolidé de la situation financière dans le capital-actions.

Le CRTC a approuvé la modification de la propriété et du contrôle effectif de la société le 22 avril 2015. Aux termes de cette décision, le CRTC exige que la société paie des avantages tangibles d'un montant de 5,5 millions de dollars sous forme de versements annuels égaux sur une période de sept ans. La société a ainsi comptabilisé une charge de 4,2 millions de dollars qui reflète la juste valeur du flux de paiement, actualisée à un taux de 7,0 %, soit le taux d'intérêt effectif de la société majoré d'une prime de risque.

Charges financières nettes

Les charges financières ont diminué, passant d'une valeur positive de 2,4 millions de dollars au premier semestre de 2015 à une valeur négative de 0,4 million de dollars. Cette baisse est attribuable aux réévaluations à la juste valeur de contreparties conditionnelles, aux gains de change non réalisés et à une réduction importante du niveau d'endettement, la société ayant affecté environ 101 millions de dollars du produit du PAPE au remboursement de sa dette en juin 2015.

Variation de la juste valeur du placement

Un gain de 7,8 millions de dollars a été enregistré au premier semestre de 2016, comparativement à 0,9 million de dollars pour la même période en 2015. Le 21 septembre 2015, la société a fait un investissement supplémentaire de 0,3 million de dollars (0,3 million de dollars américains) dans AppDirect Inc. (« AppDirect »), qui offre une plateforme de commerce et de gestion de services infonuagiques permettant aux entreprises de distribuer leurs services sur le Web. Au 30 septembre 2015, la participation de Stingray dans AppDirect s'élevait à 1,76 % et avait une juste valeur de 16,1 millions de dollars.

Impôts

Les impôts ont augmenté, représentant une charge de 0,8 million de dollars au premier semestre de 2016, comparativement à un recouvrement de 0,5 million de dollars pour la même période en 2015. La hausse résulte essentiellement de la variation de la juste valeur du placement et de l'amélioration des résultats d'exploitation, atténuées par une baisse des frais de financement et par la comptabilisation des actifs d'impôt différé pour la portion en trésorerie des dépenses liées au PAPE et de l'obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC. Le recouvrement de 0,5 million de dollars au premier semestre de 2015 était principalement lié à la comptabilisation de pertes fiscales antérieures.

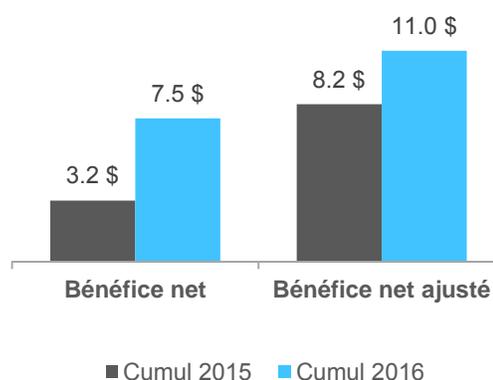
Bénéfice net et bénéfice net par action

Le bénéfice net s'est élevé à 7,5 millions de dollars (0,16 \$ par action) au premier semestre de 2016, comparativement à 3,2 millions de dollars (0,09 \$ par action) pour la même période en 2015. L'augmentation, principalement attribuable à la variation de la juste valeur du placement, à l'amélioration des résultats d'exploitation et à la diminution des frais de financement, a été partiellement contrebalancée par la hausse des impôts.

Bénéfice net ajusté et bénéfice net ajusté par action

Le bénéfice net ajusté a atteint 11,0 millions de dollars (0,24 \$ par action) au premier semestre de 2016, comparativement à 8,2 millions de dollars (0,24 \$ par action) pour la même période en 2015. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse du BAIIA ajusté résultant de l'intégration fructueuse des acquisitions de 2015 et 2016, combinée à la signature de nouveaux contrats, aux ventes supplémentaires de services d'installation et de matériel ainsi qu'à la baisse des charges financières.

Bénéfice net et bénéfice net ajusté⁽¹⁾⁽²⁾

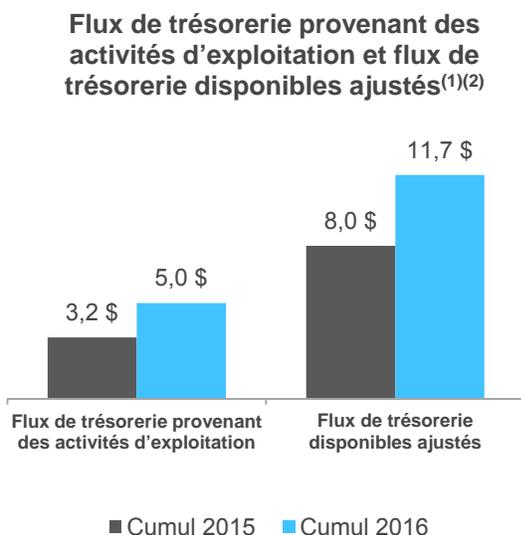


Notes :

(1) En millions de dollars canadiens.

(2) Voir Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS, aux pages 2 et 6.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL POUR LE SEMESTRE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2015



Notes :

- (1) En millions de dollars canadiens.
- (2) Voir *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS*, aux pages 2 et 6.

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation ont totalisé 5,0 millions de dollars au premier semestre de 2016, contre 3,2 millions de dollars sur la même période en 2015. La hausse, principalement attribuable aux acquisitions et à la signature de nouveaux contrats, a été partiellement contrebalancée par l'intensification des besoins en fonds de roulement, essentiellement en raison des dépenses liées au PAPE.

Flux de trésorerie disponibles ajustés

Les flux de trésorerie disponibles ajustés ont atteint 11,7 millions de dollars au premier semestre de 2016, en hausse par rapport aux 8,0 millions de dollars enregistrés sur la même période en 2015. La hausse est principalement attribuable à l'amélioration des résultats d'exploitation et à la diminution des frais de financement, contrebalancées en partie par l'accroissement des dépenses d'investissement.

L'accroissement des dépenses d'investissement de 0,7 million de dollars par rapport à 2015 est principalement attribuable à l'agrandissement de nos bureaux de Montréal.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie nets consacrés aux activités d'investissement se sont élevés à 10,2 millions de dollars au premier semestre de 2016, comparativement à 17,0 millions de dollars pour la même période en 2015. Cette baisse de 6,8 millions de dollars est principalement attribuable à l'acquisition de Brava en 2016, par opposition aux acquisitions de DMX Canada et d'Archibald Media Group en 2015, ainsi qu'à l'accroissement des dépenses d'investissement engagées en 2016.

Activités de financement

Les activités de financement ont généré des rentrées nettes de 5,3 millions de dollars au premier semestre de 2016, comparativement à 13,5 millions de dollars en 2015. Cette baisse de 8,2 millions de dollars est principalement attribuable à l'acquisition de Brava financée à même la facilité renouvelable et au produit net du PAPE, contrebalancés par le remboursement du prêt à terme et du crédit-relais.

Transactions avec des parties liées

Les principaux dirigeants de la société sont le chef de la direction, le chef de la direction financière et certains autres membres importants de son personnel clé.

La rémunération des principaux dirigeants et administrateurs se détaille comme suit :

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestre clos le 30 sept. 2015 T2 2016	Trimestre clos le 30 sept. 2014 T2 2015	Semestre clos le 30 sept. 2015 Cumul 2016	Semestre clos le 30 sept. 2014 Cumul 2015
Avantages du personnel à court terme	740	480	1,406	974
Frais de gestion	-	83	-	170
Rémunération fondée sur des actions	269	60	434	120
Unités d'actions avec restrictions	28	-	82	-
Unités d'actions différées	119	-	119	-
	1 156	623	2 041	1 264

Arrangements hors bilan

La société n'a aucun arrangement hors bilan autre que des contrats de location simple (lesquels ont été présentés sous la rubrique *Obligations contractuelles*) qui ont ou sont raisonnablement susceptibles d'avoir une incidence importante immédiate ou future sur sa situation financière consolidée, ses résultats financiers, sa trésorerie, ses dépenses d'investissement ou ses ressources en capital.

Information sur les actions en circulation

Le total des actions émises et des options sur actions en circulation se détaille comme suit :

	<u>Au 11 novembre 2015</u>	<u>Au 30 septembre 2015</u>
<i>Actions émises et en circulation :</i>		
Actions à droit de vote subalterne	33 898 518	33 888 218
Actions à droit de vote subalterne variable	628 719	629 019
Actions à droit de vote multiple	16 294 285	16 294 285
	<u>50 821 522</u>	<u>50 811 522</u>
<i>Options sur actions en circulation :</i>		
Options sur actions	1 589 245	1 599 245

En outre, dans le cadre du placement, la société a établi un nouveau régime d'options sur actions pour attirer et fidéliser des employés, des administrateurs, des dirigeants et des consultants. Ce régime prévoit l'attribution d'options d'achat d'actions à droit de vote subalterne. En vertu du régime, 2 500 000 actions à droit de vote subalterne ont été réservées pour émission. Au deuxième trimestre de 2016, 60 000 options ont été exercées, 16 666 ont été restituées, et 125 000 ont été attribuées à des employés admissibles, sous réserve de critères d'acquisition fondés sur le nombre d'années de service (de 3 à 4 ans).

Facteurs de risque financiers

La société est exposée à divers risques financiers : risque de crédit, risque de liquidité et risque de marché (incluant le risque de change et le risque de taux d'intérêt). Les états financiers consolidés intermédiaires résumés et le rapport de gestion ne contiennent pas la totalité des informations et des divulgations concernant la nature et la gestion des risques financiers qui sont requises dans les états financiers annuels; ils doivent donc être lus parallèlement aux états financiers annuels de l'exercice clos le 31 mars 2015, qui sont intégrés au prospectus daté du 26 mai 2015. À la connaissance de la société, aucun changement important à ces facteurs de risque n'est survenu depuis leur publication à cette date.

Facteurs de risque

Pour obtenir une description détaillée des facteurs de risque qui touchent la société, veuillez consulter la section *Facteurs de risque* du prospectus daté du 26 mai 2015. À la connaissance de la société, aucun changement important à ces facteurs de risque n'est survenu depuis leur publication à cette date.

Modifications comptables futures

Pour en savoir plus sur les modifications comptables futures, veuillez consulter la page 26 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

Évaluation des contrôles et des procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le « contrôle interne à l'égard de l'information financière » (CIIF) est un processus conçu pour fournir l'assurance raisonnable, mais non absolue, que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS. Le chef de la direction et le chef de la direction financière, conjointement avec la direction, sont responsables d'établir et de maintenir des « contrôles et procédures de communication de l'information » (CPCI) et un CIIF adéquats aux termes du Règlement 52-109. Le cadre de contrôle interne de la société suit les critères énoncés dans la version de mai 2013 du document *Internal Control – Integrated Framework* publié par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (le « cadre COSO 2013 »).

Le 30 septembre 2015 marque la fin du deuxième trimestre suivant le PAPE de la société, à l'issue duquel des actions à droit de vote subalterne et à droit de vote subalterne variable ont été inscrites à la Bourse de Toronto. En conséquence, la direction de la société, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, ont conçu le CIIF pour fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la conformité des états financiers destinés au public avec les IFRS et le cadre COSO 2013. Les CPCI ont été conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante concernant la société est portée à la connaissance du chef de la direction et du chef de la direction financière, et que l'information que la société est tenue de divulguer dans ses déclarations annuelles, ses déclarations intermédiaires et les autres rapports qu'elle dépose ou soumet conformément à la législation sur les valeurs mobilières est inscrite, traitée, résumée et déclarée dans les délais prescrits par la loi.

Aucun changement ayant eu ou susceptible d'avoir des conséquences importantes sur le CIIF de la société n'est survenu au cours de la période considérée.

L'évaluation et la conclusion de la direction concernant l'efficacité du CIIF, au 12 novembre 2015, ne tenait pas compte des contrôles ou procédures liés aux activités de Brava HDTV BV, Brava NL BV et Djazz TV BV, acquises en juillet 2015. Ainsi, la société s'est prévaluée de la disposition 3.3(1)(b) du Règlement 52-109, qui l'autorise à faire fi des acquisitions dans le cadre de l'évaluation de la conception et de l'efficacité de son CIIF, et ce, pendant un maximum de 365 jours après la date de l'acquisition.

Événements subséquents

Dividende

La politique de la société en matière de dividendes est assujettie au pouvoir discrétionnaire du conseil d'administration et peut varier en fonction notamment des flux de trésorerie disponibles, des résultats d'exploitation, de la situation financière, des perspectives de croissance ou de tout autre facteur que le conseil d'administration juge pertinent.

Le 11 novembre 2015, la société a déclaré un dividende de 0,03 \$ par action à droit de vote subalterne, action à droit de vote subalterne variable et action à droit de vote multiple, payable le ou vers le 15 décembre 2015 aux porteurs de ces actions inscrits au registre en date du 30 novembre 2015.

Obligation convertible

Le 11 novembre 2015, la société a annoncé l'établissement d'une relation stratégique avec Multi Channels Asia Pte Ltd. (MCA), une entreprise médiatique de Singapour qui possède, représente et distribue plusieurs chaînes de télévision thématiques payantes en Asie et dans la région du Pacifique. L'entente prévoit le versement de 1.0 million de dollars américains à MCA sous forme d'obligations convertibles. Le capital ainsi que les intérêts courus et impayés seront exigibles à l'échéance, cinq ans après l'émission. Les intérêts, au taux annuel de 7 %, seront exigibles mensuellement. La société pourra choisir de convertir le capital en actions ordinaires de MCA à tout moment jusqu'à l'échéance.

Acquisition

Effectif le 1^{er} octobre 2015, Brava NL BV, filiale en propriété exclusive de la société, a conclu une entente d'achat d'actifs qui lui a permis d'acquérir des contrats de distribution et un catalogue de contenu audio et vidéo classique et jazz de Cultuur 7, une chaîne de télévision culturelle flamande. Le montant de l'opération au comptant s'élève à 223 \$ (150 euros).

Renseignements supplémentaires

Il est possible d'obtenir d'autres renseignements au sujet de la société, notamment son prospectus, sur le site Web www.stingray.com et sur www.sedar.com.

États Consolidés de la Situation Financière

Au 30 septembre 2015 et au 31 mars 2015

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	30 septembre 2015	31 mars 2015 (retraité - note 4)
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 477 \$	1 314 \$
Créances clients et autres débiteurs	22 858	17 370
Crédits d'impôt à la recherche et au développement	448	334
Stocks	1 736	1 159
Charges payées d'avance et autres actifs courants	2 717	2 667
	29 236	22 844
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles (note 5)	4 504	4 330
Immobilisations incorporelles (note 5)	44 163	45 441
Goodwill (note 5)	49 444	42 291
Placement à long terme	16 076	7 933
Placement dans une coentreprise	866	858
Autres actifs	1 082	919
Actifs d'impôt différé	5 073	3 875
Total des actifs	150 444 \$	128 491 \$
Passifs et capitaux propres		
Passifs courants		
Facilité renouvelable (note 6)	–	7 902
Créditeurs et charges à payer	16 614	16 923
Produits différés	1 716	714
Autres créditeurs courants (note 7)	10 399	8 463
Impôts à payer	2 018	213
Crédit-relais (note 6)	–	20 000
Partie courante du prêt à terme (note 6)	–	9 830
	30 747	64 045
Passifs non courants		
Facilité renouvelable (note 6)	19 202	–
Prêt à terme (note 6)	–	71 005
Instruments financiers dérivés	3	110
Autres créditeurs (note 7)	7 771	4 286
Obligations au titre des avantages du personnel	113	148
Passifs d'impôt différé	5 286	6 739
Total des passifs	63 122	146 333
Capitaux propres		
Capital-actions (note 8)	101 222	2 240
Surplus d'apport	1 999	1 759
Déficit	(15 899)	(21 841)
Total des capitaux propres	87 322	(17 842)
Événements subséquents (note 16)		
Total du passif et des capitaux propres	150 444 \$	128 491 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Approuvé par le conseil d'administration,

(Signé) Eric Boyko, administrateur

(Signé) L. Jacques Ménard, administrateur

États Consolidés du Résultat Global

Pour les trois mois et six mois terminés les 30 septembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, à l'exception des montants par action) (non audité)	Trois mois terminés le		Six mois terminés le	
	30 septembre 2015	30 septembre 2014	30 septembre 2015	30 septembre 2014
Produits	21 302 \$	17 179 \$	41 197 \$	32 812 \$
Frais liés à la programmation musicale, coût des services et frais liés au contenu	7 555	5 199	14 537	9 948
Frais de vente et de marketing	2 167	1 922	4 314	3 853
Frais de recherche et de développement, de soutien et de technologies de l'information	1 698	1 436	3 419	2 854
Charges générales et administratives	2 997	2 222	5 377	5 360
Dépenses liées au premier appel public à l'épargne et obligation au titre des avantages tangibles exigée par le CRTC	305	–	5 800	–
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et radiations	4 080	3 829	7 758	6 560
Charges financières nettes	(1 310)	1 202	(444)	2 434
Variation de la juste valeur du placement	(7 549)	(450)	(7 812)	(900)
Bénéfice avant impôts	11 359	1 819	8 248	2 703
Impôts	2 117	(348)	783	(482)
Bénéfice net et total du résultat global	9 242 \$	2 167 \$	7 465 \$	3 185 \$
Bénéfice net – De base	0,18	0,06	0,17	0,10
Bénéfice net – Dilué	0,18	0,06	0,16	0,09
Nombre moyen pondéré d'actions – De base	50 787 319	33 664 421	44 794 066	34 451 010
Nombre moyen pondéré d'actions – Dilué	51 201 547	34 361 983	45 277 155	34 302 897

Le bénéfice net est entièrement attribuable aux actionnaires.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États Consolidés des Variations des Capitaux Propres

Pour les trois mois et six mois terminés les 30 septembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)
(non audité)

	Capital-actions		Surplus d'apport	Déficit	Total des capitaux propres
	Nombre	Montant			
Solde au 31 mars 2014	32 670 254	1 006 \$	2 500 \$	(8 721)\$	(5 215)\$
Émission d'actions à la suite d'exercice d'options	994 167	1 241	(1 094)	–	147
Rémunération fondée sur des actions	–	–	312	–	312
Bénéfice net et total du résultat global	–	–	–	3 185	3 185
Solde au 30 septembre 2014	33 664 421	2 247 \$	1 718	(5 536)	(1 571)
Solde au 31 mars 2015	33 981 088	2 240 \$	1 759 \$	(21 841)\$	(17 842)\$
Émission d'actions à la suite d'exercice d'options	183 334	451	(352)	–	99
Dividende	–	–	–	(1 523)	(1 523)
Émissions d'actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote subalterne variable (note 8)	16 647 100	104 044	–	–	104 044
Frais liés à l'émission d'actions, net d'impôts de 2 093 \$ (note 8)	–	(5 513)	–	–	(5 513)
Rémunération fondée sur des actions	–	–	592	–	592
Perte nette et total de la perte globale	–	–	–	7 465	7 465
Solde au 30 septembre 2015	50 811 522	101 222 \$	1 999 \$	(15 899)\$	87 322 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux Consolidés des Flux de Trésorerie

Pour les trois mois et six mois terminés les 30 septembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	Trois mois terminés le		Six mois terminés le	
	30 septembre 2015	30 septembre 2014	30 septembre 2015	30 septembre 2014
Activités d'exploitation :				
Bénéfice net (perte nette)	9 242 \$	2 167 \$	7 465 \$	3 185 \$
Ajustements visant ce qui suit :				
Rémunération fondée sur des actions	371	80	592	312
Charge liée aux unités d'actions avec restrictions	123	–	298	–
Charge liée aux unités d'actions différées	119	–	119	–
Amortissement des immobilisations corporelles	488	541	943	942
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 592	3 288	6 815	5 618
Amortissement et radiation des coûts de financement	24	11	214	346
Autres charges financières	215	960	1 218	1 925
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	(47)	(30)	(107)	(74)
Variation de la juste valeur du placement à long terme	(7 549)	(450)	(7 812)	(900)
Variation de la juste valeur des contreparties conditionnelles	(1 088)	331	(1 082)	269
Charge de désactualisation de l'obligation au titre des avantages tangibles exigée par le CRTC	73	–	97	–
Quote-part des résultats de la coentreprise	39	–	(8)	–
Impôts	2 117	(348)	783	(482)
Intérêts payés	(197)	(931)	(1 475)	(1 867)
Impôts payés	(831)	(589)	(739)	(1 239)
	6 691	5 030	7 321	8 035
Variation nette des éléments d'exploitation hors trésorerie (note 12)	(5 756)	(4 563)	(2 277)	(4 830)
	935	467	5 044	3 205
Activités de financement :				
Augmentation (diminution) de la facilité renouvelable	11 809	(1 310)	11 300	(3 198)
Émission du crédit-relais	–	–	–	20 000
Remboursement sur le prêt à terme et crédit-relais	–	(2 183)	(100 960)	(2 183)
Païement du dividende	(1 523)	–	(1 523)	–
Produit de l'exercice d'options sur actions	(11)	107	99	147
Émission d'actions	–	–	104 044	–
Frais liés à l'émission d'actions	(1 414)	–	(7 096)	–
Coûts de financement différés	–	–	(431)	(132)
Remboursement d'autres crédateurs	(116)	(1 118)	(116)	(1 154)
Autres	(15)	–	(35)	–
	8 730	(4 504)	5 282	13 480
Activités d'investissement :				
Acquisitions d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise (note 4)	(8 220)	–	(8 220)	(16 089)
Acquisition de placement	(331)	–	(331)	–
Acquisition d'immobilisations corporelles	(253)	(314)	(870)	(609)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(429)	(143)	(742)	(346)
	(9 233)	(457)	(10 163)	(17 044)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	432	(4 494)	163	(359)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	1 045	3 790	1 314	3 445
Trésorerie et équivalents de trésorerie (découvert bancaire) à la clôture de la période	1 477 \$	(704) \$	1 477 \$	3 086 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et six mois terminés les 30 septembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

1. Description des activités:

Groupe Stingray Digital Inc. (la « société ») est constituée sous le régime de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. La société est domiciliée au Canada et son siège social est situé au 730, rue Wellington, Montréal (Québec), H3C 1T4. La société est un fournisseur de services musicaux multiplateformes. Elle diffuse de la musique et du contenu vidéo de haute qualité sur différentes plateformes, comme la télévision numérique, par satellite ou par protocole Internet, le Web, les applications mobiles et les consoles de jeu.

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la société et de ses filiales entièrement détenues Stingray Music USA Inc., Stingray Music Rights Management LLC, 2144286 Ontario Inc., Pay Audio Services Limited Partnership, Stingray 360° Commercial Solutions Inc., Music Choice Europe Limited, Stage One Innovations Ltd., Stingray Digital International Ltd., Music Choice India Private Ltd., Music Choice Europe Deutschland GmbH, Xtra Music Ltd., 2Connect Media BV, Alexander Medien Gruppe BV, Les Réseaux Urbains Viva Inc., Brava HDTV BV, Brava NL BV et DjazzTV BV.

2. Base d'établissement:

(a) Déclaration de conformité:

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 30 septembre 2015 ont été préparés selon des méthodes comptables conformes aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») et conformément à IAS 34, Information financière intermédiaire. Les présents états financiers intermédiaires ont été résumés conformément à IAS 34. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 septembre 2015 ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles qui ont été utilisées pour préparer les états financiers consolidés au 31 mars 2015, exception faite des nouvelles conventions comptables présentées ci-dessous.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés audités annuels au 31 mars 2015 contenus dans le prospectus daté du 26 mai 2015.

Les auditeurs de la société n'ont pas effectué l'examen des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les trois mois et six mois terminés les 30 septembre 2015 et 2014.

La publication des états financiers consolidés intermédiaires résumés a été autorisée par le conseil d'administration le 11 novembre 2015.

(b) Utilisation d'estimations et recours au jugement:

L'établissement des présents états financiers consolidés conformément aux IFRS a exigé que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses influant sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Dans la préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, les jugements importants faites par la direction dans l'application des politiques comptables de la société et les principales sources d'information étaient les mêmes que celles appliquées pour les états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2015.

(c) Monnaie fonctionnelle et de présentation:

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la société et de ses filiales. Toutes les informations financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au millier de dollars près.

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et six mois terminés les 30 septembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

3. Nouvelles normes et normes modifiées non encore adoptées par la société:

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive de l'IFRS 9, Instruments financiers [l'« IFRS 9 (2014) »]. L'IFRS 9 (2014) présente quelques différences avec l'IFRS 9 (2009) et l'IFRS 9 (2010), que la société a adoptées de façon anticipée le 1er avril 2012. Ces différences ont trait au classement et à l'évaluation des actifs financiers et à la comptabilisation des passifs financiers. L'IFRS 9 (2014) instaure également un nouveau modèle de calcul de la perte de valeur des actifs financiers selon les pertes prévues ainsi que de nouvelles exigences générales sur la comptabilité de couverture. La norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018, et son adoption anticipée est autorisée. La société n'a pas l'intention d'adopter l'IFRS 9 (2014) de façon anticipée. La société étudie actuellement l'incidence qu'aura cette norme sur ses états financiers consolidés.

IFRS 15 sur la comptabilisation des produits

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients. L'IFRS 15 remplace la totalité des normes antérieures sur la comptabilisation des produits, y compris l'IAS 18, Produits des activités ordinaires, et les interprétations connexes, telles que l'IFRIC 13, Programmes de fidélisation de la clientèle. La nouvelle norme définit les exigences de comptabilisation des produits. Plus précisément, la nouvelle norme instaure un cadre exhaustif dont le principe général est le suivant : une entité doit comptabiliser des produits montrant le transfert des produits et des services promis selon un montant qui reflète la contrepartie que l'entité prévoit recevoir en échange de ces produits et de ces services. La norme présente également de nouvelles directives plus prescriptives que celles présentées dans les normes précédentes, ce qui pourrait se traduire par des modifications du classement de certains types de produits, des informations à fournir à leur égard ainsi que du moment où ils seront comptabilisés. La nouvelle norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018, et son adoption anticipée est autorisée. La société n'a pas l'intention d'adopter cette norme de façon anticipée. La société étudie actuellement l'incidence qu'aura cette norme sur ses états financiers consolidés.

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et six mois terminés les 30 septembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

4. Acquisitions d'entreprises:

Groupe Brava

En juillet 2015, la société a acquis la totalité des actions en circulation de Brava HDTV B.V., Brava NL B.V. et DjazzTV B.V. (le « Groupe Brava ») pour une contrepartie totale de 8 125 euros (11 255 \$ CA). Cette acquisition permettra à la société de consolider ses activités internationales en Europe. Par suite de l'acquisition, un goodwill de 7 153\$ qui reflète les synergies d'exploitation qui devraient être réalisées au moyen de l'intégration de l'entreprise acquise aux actifs existants de la société à l'échelle mondiale. La société sera tenue de verser aux anciens propriétaires un montant en espèces d'un maximum de 1 968 euros (2 728 \$ CA) correspondant à un certain multiple des produits sur une période de 36 mois et sera versé à chaque date d'anniversaire au cours des trois prochaines années jusqu'en juin 2018. La juste valeur de la contrepartie conditionnelle a été établie selon l'approche par le résultat, qui s'appuie sur le montant et le calendrier estimés des flux de trésorerie projetés, et elle a été actualisée pour refléter la valeur temps de l'argent.

Les résultats des entreprises acquises de Groupe Brava pour la période close le 30 septembre 2015 sont pris en compte dans ceux de la société depuis la date d'acquisition respective de ces dernières. Les produits comptabilisés de la date d'acquisition au 30 septembre 2015 se sont établis à 1 243 \$ et le bénéfice net s'est établi à 252 \$. Si ces acquisitions avaient eu lieu au début de l'exercice, les produits liés à ces entreprises acquises se seraient chiffrés à environ 2 472 \$ et le bénéfice net à environ 502 \$.

La juste valeur des actifs acquis et des passifs repris a été répartie comme suit :

	Groupe Brava
Actifs acquis :	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	282 \$
Débiteurs	1 576
Charges payées d'avance et autres actifs courants	164
Immobilisations corporelles	61
Immobilisations incorporelles	4 795
Goodwill	7 153
	14 031
Passifs repris :	
Créditeurs et charges à payer	1 186
Impôts à payer	391
Passifs d'impôt différé	1 199
	2 776
Actifs nets acquis à la juste valeur	11 255 \$
Contrepartie versée:	
Trésorerie	8 502 \$
Ajustement relié au fonds de roulement	25
Contrepartie conditionnelle	2 728
	11 255 \$

L'équation du prix d'acquisition n'a pas encore été établie de manière définitive, mais elle le sera au cours de l'exercice qui sera clos le 31 mars 2017.

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et six mois terminés les 30 septembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

Les Réseaux Urbains Viva Inc.

Le 10 février 2015, la société a acquis la totalité des actions en circulation des Réseaux Urbains Viva Inc. pour une contrepartie totale de 4 420 \$. La société a ajusté l'évaluation des justes valeurs des actifs acquis et des passifs repris relativement à cette acquisition et certains ajustements à l'évaluation préliminaire ont été enregistrés à l'état consolidé de la situation financière, tel qu'illustré ci-dessous. Les données comparatives ont été ajustées pour refléter ces changements. La contrepartie conditionnelle devrait être réglée au cours du second trimestre de l'exercice 2018.

	Évaluation préliminaire	Ajustements	Évaluation ajustée
Actifs acquis :			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	495 \$	– \$	495 \$
Débiteurs	973	–	973
Stocks	531	–	531
Immobilisations corporelles	108	–	108
Immobilisations incorporelles	2 160	–	2 160
Goodwill	2 235	227	2 462
	6 502	227	6 729
Passifs repris :			
Créditeurs et charges à payer	1 019	227	1 246
Produits différés	333	–	333
Dette à long terme	150	–	150
Passifs d'impôt différé	580	–	580
	2 082	227	2 309
Actifs nets acquis à la juste valeur	4,420 \$	– \$	4 420 \$
Contrepartie versée :			
Trésorerie	2 000 \$	– \$	2 000 \$
Contrepartie conditionnelle	2 420	–	2 420
	4 420 \$	– \$	4 420 \$

Archibald Media Group

Le 12 juin 2014, la société a acquis la totalité des actions en circulation d'Archibald Media Group B.V. pour une contrepartie totale de 5 319 euros (7 824 \$ CA). La société a finalisé l'évaluation des justes valeurs des actifs acquis et des passifs repris relativement à cette acquisition et certains ajustements à l'évaluation préliminaire ont été enregistrés à l'état consolidé de la situation financière, tel qu'illustré ci-dessous. Les données comparatives ont été ajustées pour refléter ces changements. La contrepartie conditionnelle devrait être réglée au cours du second trimestre de l'exercice 2017.

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et six mois terminés les 30 septembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

Archibald Media Group (suite)

	Évaluation préliminaire	Ajustements	Évaluation finale
Actifs acquis :			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	207 \$	– \$	207 \$
Débiteurs	511	–	511
Immobilisations corporelles	111	–	111
Immobilisations incorporelles	4 070	(303)	3 767
Placement dans une coentreprise	–	730	730
Goodwill	4 255	(337)	3 918
	9 154	90	9 244
Passifs repris :			
Créditeurs et charges à payer	486	–	486
Passifs d'impôt différé	844	90	934
	1 330	90	1 420
Actifs nets acquis à la juste valeur	7 824 \$	– \$	7 824 \$
Contrepartie versée :			
Trésorerie	6 079 \$	– \$	6 079 \$
Contrepartie conditionnelle	1 745	–	1 745
	7 824 \$	– \$	7 824 \$

5. Immobilisations corporelles, immobilisations incorporelles et goodwill:

	Immobilisations corporelles	Immobilisations incorporelles	Goodwill
Exercice clos le 31 mars 2015			
Valeur nette comptable à l'ouverture au 31 mars 2014	2 634 \$	40 065 \$	31 651 \$
Entrées attribuables aux acquisitions d'entreprises	730	17 640	10 750
Ajustements attribuables aux acquisitions d'entreprises (note 4)	–	(303)	(110)
Entrées	3 023	893	–
Radiation	(74)	–	–
Amortissement d'immobilisations corporelles	(1 983)	–	–
Amortissement d'immobilisations incorporelles	–	(12 854)	–
Valeur comptable nette à la clôture au 31 mars 2015	4 330 \$	45 441 \$	42 291 \$
Six mois terminés le 30 septembre 2015			
Valeur nette comptable à l'ouverture au 31 mars 2015	4 330 \$	45 441 \$	42 291 \$
Entrées attribuables aux acquisitions d'entreprises	61	4 795	7 153
Entrées	1 056	742	–
Amortissement d'immobilisations corporelles	(943)	–	–
Amortissement d'immobilisations incorporelles	–	(6 815)	–
Valeur comptable nette à la clôture au 30 septembre 2015	4 504 \$	44 163 \$	49 444 \$

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et six mois terminés les 30 septembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

6. Prêts et emprunts:

Le tableau suivant présente les variations dans les prêts et emprunts :

	Facilité renouvelable	Crédit-relais	Prêts à terme
Exercice clos le 31 mars 2015			
Valeur nette comptable à l'ouverture au 31 mars 2014	5 198 \$	– \$	67 041 \$
Augmentation de la facilité renouvelable (nette)	2 704	–	–
Émission de nouvelle dette	–	20 000	20 150
Remboursement	–	–	(6 564)
Coûts de financement différés	–	–	(161)
Amortissement des coûts de financement	–	–	369
Valeur comptable nette à la clôture au 31 mars 2015	7 902 \$	20 000 \$	80 835 \$
Partie courante	7 902 \$	20 000 \$	9 830 \$
Partie non courante	–	–	71 005

	Facilité renouvelable	Crédit-relais	Prêts à terme
Six mois terminés le 30 septembre 2015			
Valeur nette comptable à l'ouverture au 31 mars 2015	7 902 \$	20 000 \$	80 835 \$
Augmentation de la facilité renouvelable (nette)	11 300	–	–
Remboursement	–	(20 000)	(80 960)
Amortissement des coûts de financement	–	–	125
Valeur comptable nette à la clôture au 30 septembre 2015	19 202 \$	– \$	– \$
Partie courante	– \$	– \$	– \$
Partie non courante	19 202	–	–

Le 11 juin 2015, la Société a renégocié sa convention de crédit afin d'intégrer le solde du prêt à terme à la facilité de crédit renouvelable modifiée (la « facilité renouvelable »), de rembourser le crédit-relais, de porter sa capacité d'emprunt à 100 000 \$ et d'y apporter des modifications concernant les intérêts, l'échéance, la garantie et les clauses restrictives. La facilité renouvelable arrivera à échéance en juin 2019, porte intérêt au taux des acceptations bancaires majoré de 1,38 % à 3,00 %, est garantie par des filiales et est assortie d'un droit de premier rang grevant l'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles actuelles et futures. Enfin, la société doit payer des commissions d'attente de 0,28 % à 0,60 % sur la portion inutilisée de la facilité renouvelable et doit se conformer à certaines clauses financières restrictives.

La société a comptabilisé des frais de modification de 374 \$ relativement à cette transaction qui ont été présentés dans les autres actifs à l'état consolidé de la situation financière.

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et six mois terminés les 30 septembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

7. Autres crédateurs:

Le tableau suivant présente les autres crédateurs:

	30 septembre 2015	31 mars 2015
Contreparties conditionnelles	13 939 \$	12 409 \$
Obligation au titre des avantages tangibles exigée par le CRTC	4 231	340
Partie courante	18 170 (10 399)	12 749 (8 463)
	7 771 \$	4 286 \$

Obligation au titre des avantages tangibles exigée par le CRTC

Le CRTC a approuvé la modification du contrôle effectif de la société le 22 avril 2015. Aux termes de cette décision, le CRTC exige que la société paie des avantages tangibles d'un montant de 5 508 \$ sous forme de versements annuels égaux sur une période de sept ans. La société a comptabilisé une charge de 4 158 \$ qui reflète la juste valeur du flux de paiement actualisée à un taux de 7,0 %, soit le taux d'intérêt effectif de la société majoré d'une prime de risque.

8. Capital-actions:

Autorisé:

Avant la clôture du premier appel public à l'épargne (le «placement»), le capital-actions autorisé de la société était composé d'un nombre illimité de d'action ordinaires de catégorie A, B et C, avec droit de vote et de participation et sans valeur nominale et un nombre illimité d'actions privilégiées de catégorie A, B et C, avec droit de vote sans participation et sans valeur nominale.

Le capital-actions autorisé de la société a été modifiée immédiatement avant la clôture du placement et toutes les catégories d'actions comprises dans le capital de la société avant la modification ont été annulées et remplacées par :

Nombre illimité d'actions à droit de vote subalterne avec droit de participation, sans valeur nominale

Nombre illimité d'actions à droit de vote subalterne variable avec droit de participation, sans valeur nominale

Nombre illimité d'actions à droit de vote multiple (10 votes par action) avec droit de participation, sans valeur nominale

Nombre illimité d'actions spéciales avec droit de participation, sans valeur nominale

Nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en une ou plusieurs séries, sans participation, sans valeur nominale

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et six mois terminés les 30 septembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

Actions émises et entièrement libérées:

Le tableau suivant présente les variations dans le capital-actions:

	Nombre d'actions	Valeur comptable
Exercice clos le 31 mars 2015		
Au 31 mars 2014		
Actions ordinaires de catégorie A	16 440 535	562 \$
Actions ordinaires de catégorie B	6 229 719	12
Actions ordinaires de catégorie C	10 000 000	432
	32 670 254	1 006
Émises à la suite d'exercice d'options d'achat d'actions		
Actions ordinaires de catégorie A	1 310 834	1 682
Dividende et diminution du capital déclaré		
Actions ordinaires de catégorie A	–	(16)
Actions ordinaires de catégorie C	–	(432)
	–	(448)
Au 31 mars 2015		
Actions ordinaires de catégorie A	17 751 369	2 228
Actions ordinaires de catégorie B	6 229 719	12
Actions ordinaires de catégorie C	10 000 000	–
	33 981 088	2 240 \$
	Nombre d'actions	Valeur comptable
Six mois terminés le 30 septembre 2015		
Au 31 mars 2015		
Actions ordinaires de catégorie A	17 751 369	2 228 \$
Actions ordinaires de catégorie B	6 229 719	12
Actions ordinaires de catégorie C	10 000 000	–
	33 981 088	2 240
Émises à la suite d'exercice d'options d'achat d'actions		
Actions ordinaires de catégorie A	80 000	192
Converties		
Actions ordinaires de catégorie A	(17 831 369)	(2 420)
Actions ordinaires de catégorie B	(6 229 719)	(12)
Actions ordinaires de catégorie C	(10 000 000)	–
Actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote subalterne variable	17 766 803	1 116
Actions à droit de vote multiple	16 294 285	1 316
	–	–
Émises à la suite du premier appel public à l'épargne et de l'exercice de l'option de surallocation		
Actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote subalterne variable	16 647 100	104 044
Frais liés à l'émission d'actions, net d'impôts de 1 993 \$	–	(5 513)
Émises à la suite d'exercice d'options d'achat d'actions		
Actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote subalterne variable	103 334	259
Au 30 septembre 2015		
Actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote subalterne variable	34 517 237	99 906
Actions à droit de vote multiple	16 294 285	1 316
	50 811 522	101 222 \$

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et six mois terminés les 30 septembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

Le 11 août 2015, la société a déclaré un dividende de 0,03 \$ par action à droit de vote subalterne, par action à droit de vote subalterne variable et par action à droit de vote multiple. Le dividende de 1,523 \$ a été versé le 15 septembre 2015.

Le 3 juin 2015, la société a complété le placement de ses actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote subalterne variable auprès des organismes de réglementation en valeurs mobilières de chaque province et territoire du Canada. La société a émis 13 287 100 actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote subalterne variable pour un produit brut de 83 044 \$. Le 9 juin 2015, la société a émis 3 360 000 actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote subalterne variable suite à l'exercice de l'option de surallocation attribuée aux preneurs fermes pour un produit brut de 21 000 \$.

Les frais reliés à l'émission d'actions pour les deux émissions se sont chiffrés à 9 148 \$ et ont été passés en charges à l'état consolidé du résultat global pour un montant de 1 642 \$ et en diminution du capital-actions pour un montant de 7 506 \$.

9. Rémunération fondée sur des actions:

Dans le cadre du placement, la Société a établi un nouveau régime d'options d'achat d'actions pour attirer et retenir les employés, administrateurs, dirigeants et consultants. Le plan prévoit l'octroi d'options d'achat d'actions à droit de vote subalterne. Selon ce plan, 2 500 000 d'actions à droit de vote subalterne ont été réservées pour émission.

Au cours de la période de trois mois terminée le 30 septembre 2015, 125 000 options ont été octroyées à un prix d'exercice moyen pondéré de 7,00 \$ aux employés admissibles. La juste valeur moyenne pondérée des options sur actions attribuées au cours de la période de trois mois terminée le 30 septembre 2015 s'est établie à 3,88 \$. Au cours de la période de six mois terminée le 30 septembre 2015, 512 880 options ont été octroyées à un prix d'exercice moyen pondéré de 6,43 \$ aux employés admissibles. La juste valeur a été estimée à la date à laquelle les options ont été attribuées selon le modèle d'évaluation des options de Black-Scholes en fonction des hypothèses suivantes:

Volatilité moyenne pondérée	65,0% – 70,0%
Taux d'intérêt sans risque moyen pondéré	0,73% – 1,01%
Durée de vie attendue moyenne pondérée des options	5 – 6,25 ans
Valeur moyenne pondéré des actions à droit de vote subalterne à la date d'attribution	6,43 \$
Taux de dividende attendu moyen pondéré	0,0% - 2,0%

Sous l'ancien et le nouveau régime d'options sur actions, 1 599 245 options sur actions étaient en circulation au 30 septembre 2015. Les options en circulation sont assujetties à des critères d'acquisition des droits liés au nombre d'années de services des membres du personnel, qui va de 0 à 4 ans.

Au cours de la période de trois mois terminée le 30 septembre 2015, 60 000 options sur actions ont été exercées à un prix d'exercice moyen pondéré de 0,46 \$ et à un prix par action moyen pondéré de 7,15 \$. Au cours de la période de trois mois terminée le 30 septembre 2015, 16 666 options ont été restituées au prix moyen pondéré de 2,26 \$ et à un prix moyen de l'action pondéré de 7,55 \$.

Au cours de la période de six mois terminée le 30 septembre 2015, 183 334 options ont été exercées au prix d'exercice moyen pondéré de 0,54 \$ et à un prix moyen de l'action pondéré de 7,18 \$.

Au cours des périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2015, la société a comptabilisé une charge de rémunération fondée sur des actions de 371 \$ et 592 \$, respectivement (80 \$ et 312 \$ – 2014).

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et six mois terminés les 30 septembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

10. Autres renseignements:

Le tableau suivant présente l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les dépenses liées au premier appel public à l'épargne et l'obligation au titre des avantages tangibles exigée par le CRTC par fonction :

	Trois mois terminés le		Six mois terminés le	
	30 septembre 2015	30 septembre 2014	30 septembre 2015	30 septembre 2014
<i>Amortissement</i>				
Frais liés à la programmation musicale, coût des services et frais liés au contenu	3 592 \$	3,097 \$	6,815 \$	5,236 \$
Charges générales et administratives	488	732	943	1,324
	<u>4,080 \$</u>	<u>3,829 \$</u>	<u>7,758 \$</u>	<u>6,560 \$</u>
<i>Dépenses liées au premier appel public à l'épargne et l'obligation au titre des avantages tangibles exigée par le CRTC</i>				
Frais liés à la programmation musicale, coût des services et frais liés au contenu	– \$	– \$	4,158 \$	– \$
Charges générales et administratives	305	–	1,642	–
	<u>305 \$</u>	<u>– \$</u>	<u>5,800 \$</u>	<u>– \$</u>

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2015, les frais reliés à la programmation musicale, le coût des services et les frais liés au contenu ainsi que les charges administratives se seraient établis à 11 147 \$ (8 296 \$ – 2014) et à 3 790 \$ (2 954 \$ – 2014), respectivement, et pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2015, ils se seraient établis à 25 510 \$ (15 184 \$ – 2014) et à 7 962 \$ (6 684 \$ – 2014), respectivement si la présentation de l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les dépenses liées au premier appel public à l'épargne et l'obligation au titre des avantages tangibles exigée par le CRTC par fonction avait été adoptée aux fins des états consolidés du résultat global.

Des coûts de transaction liés aux acquisitions d'entreprises d'un montant de 105 \$ (nil – 2014) et 195 \$ (101 \$ – 2014) pour les trois mois et six mois terminés le 30 septembre 2015 respectivement ont été comptabilisés dans les charges générales et administratives à l'état du résultat global.

11. Charges financières nettes:

	Trois mois terminés le		Six mois terminés le	
	30 septembre 2015	30 septembre 2014	30 septembre 2015	30 septembre 2014
Charges d'intérêts et commissions d'attente	215 \$	960 \$	1,218 \$	1,925 \$
Variation de la juste valeur des contreparties conditionnelles	(1,088)	331	(1,082)	269
Variation de la juste valeur des dérivés	(47)	(30)	(107)	(74)
Charge de désactualisation de l'obligation au titre des avantages tangibles exigée par le CRTC	73	–	97	–
Amortissement des coûts de financement	24	11	214	346
(Profit) perte de change	(487)	(70)	(784)	(32)
	<u>(1,310) \$</u>	<u>1,202 \$</u>	<u>(444) \$</u>	<u>2,434</u>

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et six mois terminés les 30 septembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

12. Variation nette des éléments d'exploitation hors trésorerie:

	Trois mois terminés le		Six mois terminés le	
	30 septembre 2015	30 septembre 2014	30 septembre 2015	30 septembre 2014
Créances clients et autres débiteurs	(2,573) \$	(1,460) \$	(4,176) \$	(1,233) \$
Crédits d'impôt à la recherche et au développement	(212)	172	(426)	48
Stocks	(18)	(592)	(577)	(690)
Charges payées d'avance et autres actifs courants	(662)	(1,205)	114	(1,283)
Autres actifs	102	–	179	–
Créditeurs et charges à payer	(2,704)	(1,087)	(2,585)	(614)
Impôts à payer	493	(491)	398	(1,204)
Produits différés	158	100	1,002	146
Autres créditeurs (obligation au titre des avantages tangibles exigée par le CRTC)	(340)	–	3,794	–
	(5,756) \$	(4,563) \$	(2,277) \$	(4,830) \$

13. Instruments financiers:

Facteurs de risque financier:

La Société est exposée à une variété de risques financiers : risque de crédit, risque de liquidité et risque de marché (y compris le risque de change et le risque de taux d'intérêt). Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ne comprennent pas toutes les informations et les divulgations requises dans les états financiers annuels; ils doivent être lus conjointement avec les états financiers annuels au 31 mars 2015. À la connaissance de la société, aucun changement important à ces facteurs de risque n'a eu lieu par rapport aux facteurs de risque publiés à cette date.

Juste valeur:

La société a déterminé que la juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, du découvert bancaire, des créditeurs et des charges à payer et des autres créditeurs exigibles, exclusion faite des contreparties conditionnelles, se rapprochait de la valeur comptable à la date de clôture en raison des courtes durées de ces instruments. La juste valeur de la facilité renouvelable, du prêt à terme et du crédit-relais portant intérêt à taux variables se rapproche de la valeur comptable, puisqu'ils portent intérêt au taux préférentiel ou au taux des acceptations bancaires plus une marge, lesquels taux se rapprochent des taux actuels qui seraient obtenus pour des emprunts assortis de modalités et d'un risque de crédit semblables.

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et six mois terminés les 30 septembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

Le tableau suivant présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs financiers, ainsi que le niveau de la hiérarchie des justes valeurs auquel ils appartiennent :

Au 30 septembre 2015	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers évalués au coût amorti					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1,477 \$				
Créances clients et autres débiteurs	22,858				
Actifs financiers évalués à la juste valeur					
Placement à long terme	16,076 \$	16,076 \$	– \$	– \$	16,076 \$
Passifs financiers évalués au coût amorti					
Facilité renouvelable	19,202 \$				
Créditeurs et charges à payer	16,939				
Autres créditeurs	4,231				
Passifs financiers évalués à la juste valeur					
Contreparties conditionnelles	13,939 \$	13,939 \$	– \$	– \$	13,939 \$
Instruments financiers dérivés	3	3	–	3	–
<hr/>					
Au 31 mars 2015	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers évalués au coût amorti					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 314 \$				
Créances clients et autres débiteurs	17 370				
Actifs financiers évalués à la juste valeur					
Placement à long terme	7 933 \$	7 933 \$	– \$	– \$	7 933 \$
Passifs financiers évalués au coût amorti					
Facilité renouvelable	7 902 \$				
Créditeurs et charges à payer	16 637				
Crédit-relais	20 000				
Autres créditeurs	340				
Prêt à terme	80 835				
Passifs financiers évalués à la juste valeur					
Contreparties conditionnelles	12 409 \$	12 409 \$	– \$	– \$	12 409 \$
Instruments financiers dérivés	110	110	–	110	–

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et six mois terminés les 30 septembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

Évaluation de la juste valeur (Niveau 2 et 3):

	Placement à long terme	Instruments dérivés	Contreparties conditionnelles
Six mois terminés le 30 septembre 2014			
Valeur à l'ouverture au 31 mars 2014	6 132 \$	182 \$	6 234 \$
Entrées attribuables aux acquisitions d'entreprises	–	–	3 298
Variation de la juste valeur	900	(74)	269
Paielements	–	–	(956)
Valeur à la clôture au 30 septembre 2014	7 032 \$	108 \$	8 845 \$
Six mois terminés le 30 septembre 2015			
Valeur à l'ouverture au 31 mars 2015	7 933 \$	110 \$	12 409 \$
Entrées attribuables aux acquisitions d'entreprises	–	–	2 728
Acquisition de placement	331	–	–
Variation de la juste valeur	7 812	(107)	(1 082)
Paielements	–	–	(116)
Valeur à la clôture au 30 septembre 2015	16 076 \$	3 \$	13 939 \$

Aucun changement n'a été apporté aux techniques d'évaluation pour les instruments dérivés et les contreparties conditionnelles au cours des périodes terminés les 30 septembre 2015 et 2014.

Placement à long terme

La juste valeur du placement à long terme a été estimée au moyen de l'approche de marché.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2015, la juste valeur correspond au prix d'émission des actions dans le cadre de la transaction sur le marché la plus récente, moins un escompte de 25 % en considération du facteur de liquidité. L'escompte choisi reflète la négociabilité du titre. Pour estimer la juste valeur, la direction s'est appuyée sur toute l'information pertinente dont elle disposait et a appliqué la méthode qui, selon elle, aurait été employée par les intervenants sur le marché.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015, la technique d'évaluation a compris une répartition de la valeur des catégories d'actions sous-jacentes, ce qui a nécessité la calibration du modèle d'établissement du prix des options Black-Scholes pour tenir compte du prix d'émission des actions dans le cadre de la transaction sur le marché la plus récente.

La juste valeur a été estimée au moyen du modèle d'établissement du prix des options Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes :

	31 mars 2015
Volatilité	60,0%
Taux d'intérêt sans risque	0,5%
Période	2 ans
Rendement en dividende	néant

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et six mois terminés les 30 septembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

Le placement à long terme est classé comme un actif financier à la juste valeur par le biais du résultat net. Une augmentation de 5,0 % de la valeur par action privilégiée convertible se traduirait par une hausse de la juste valeur du placement à long terme d'environ 804 \$ pour les six mois terminés le 30 septembre 2015 (352 \$ – 2014)

Dérivé

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés, établis sur la base de courbes de rendement observables. Le dérivé est classé comme un passif financier à la juste valeur par le biais du résultat net. La variation de juste valeur a été comptabilisée dans les charges financières nettes (note 11).

Contreparties conditionnelles

Le paiement de la contrepartie conditionnelle relative à un regroupement d'entreprises donné dépend de la réalisation de cibles de croissance des produits au cours d'une période démarrant à la date de l'acquisition. L'évaluation de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle est déterminée au moyen de données non observables (niveau 3). Ces données comprennent i) le montant et le calendrier estimés des flux de trésorerie projetés et ii) le taux d'actualisation ajusté en fonction des risques utilisé pour actualiser les flux de trésorerie en fonction du risque que les cibles de produits soient réalisées. Un taux d'actualisation s'établissant entre 12 % et 15 % a été appliqué pour refléter la valeur temps de l'argent. La variation d'une donnée non observable, prise isolément, ne donnerait pas lieu à une baisse (hausse) considérable de l'évaluation de la juste valeur. Les contreparties conditionnelles sont classées à titre de passifs financiers et sont inscrites dans les autres créiteurs (note 14). La variation de juste valeur a été comptabilisée dans les charges financières nettes (note 11).

14. Parties liées:

Transactions avec les principaux dirigeants et administrateurs

Les principaux dirigeants s'entendent du chef de la direction, du chef des finances et des autres membres importants du personnel de la société.

La rémunération des principaux dirigeants et actionnaires comprennent les éléments suivants :

	Trois mois terminés le		Six mois terminés le	
	30 septembre 2015	30 septembre 2014	30 septembre 2015	30 septembre 2014
Avantages du personnel à court terme	740 \$	480 \$	1,406 \$	974 \$
Frais de gestion	-	83	-	170
Remunération fondée sur des actions	269	60	434	120
Unités d'actions avec restrictions	28	-	82	-
Unités d'actions différées	119	-	119	-
	1 156 \$	623 \$	2 041 \$	1 264

Notes Afférentes aux États Financiers Consolidés Intermédiaires

Pour les trois mois et six mois terminés les 30 septembre 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf en cas d'indication contraire)

(non audité)

15. Informations sectorielles:

Aux termes de l'IFRS 8, Secteurs opérationnels, la société a déterminé que, pour les trois mois et six mois terminés les 30 septembre 2015 et 2014, elle avait exercé ses activités en tant que secteur d'exploitation unique, puisque les activités, les ressources et les actifs sont essentiellement centralisés, optimisés et gérés au Canada. Les activités exercées à l'échelle internationale tirent parti de l'expertise canadienne.

Les produits proviennent des régions suivantes selon l'endroit où sont effectuées les ventes :

	Trois mois terminés le		Six mois terminés le	
	30 septembre 2015	30 septembre 2014	30 septembre 2015	30 septembre 2014
Canada	13 094 \$	11 714 \$	26 277 \$	22 402 \$
Autres pays	8 208	5 465	14 920	10 410
	21 302 \$	17 179 \$	41 197 \$	32 812

16. Évènements subséquents:

Acquisition

Le 1^{er} octobre 2015, Brava NL BV, filiale en propriété exclusive de la société, a conclu une entente d'achat d'actifs qui lui a permis d'acquérir des contrats de distribution et un catalogue de contenu audio et vidéo classique et jazz de Cultuur 7, une chaîne de télévision culturelle flamande. Le montant de l'opération au comptant s'élève à 223 \$ (150 euros).

Obligation convertible

Le 11 novembre 2015, la société a annoncé l'établissement d'une relation stratégique avec Multi Channels Asia Pte Ltd. (MCA), une entreprise médiatique de Singapour qui possède, représente et distribue plusieurs chaînes de télévision thématiques payantes en Asie et dans la région du Pacifique. L'entente prévoit le versement de 1 000 \$ US à MCA sous forme d'obligations convertibles. Le capital ainsi que les intérêts courus et impayés seront exigibles à l'échéance, cinq ans après l'émission. Les intérêts, au taux annuel de 7 %, seront exigibles mensuellement. La société pourra choisir de convertir le capital en actions ordinaires de MCA à tout moment jusqu'à l'échéance.

Dividende

Le 11 novembre 2015, la société a déclaré un dividende de 0,03 \$ par action à droit de vote subalterne, par action à droit de vote subalterne variable et par action à droit de vote multiple qui sera payable le ou vers le 15 décembre 2015 aux porteurs de ces actions inscrits au registre en date du 30 novembre 2015.



Stingray



Stingray Music



@Stingray_Music



@Stingray_Music

stingray.com



STINGRAY
VOS AMBIANCES MUSICALES